



Global Network on Extremism & Technology

Polarisation des discours et aggravation des fractures : médias sociaux, intolérance et extrémisme dans quatre pays d'Asie

Jordan Newton, Yasmira Moner, Kyaw Nyi Nyi et Hari Prasad

Le GNET est un projet spécial du Centre international
d'étude de la radicalisation du King's College, à Londres.

Ce rapport a été coécrit par Jordan Newton, Yasmira Moner, Kyaw Nyi Nyi et Hari Prasad, avec la contribution de Joseph Franco, Nazneen Mohsina et Cameron Sumpter.

Le chapitre sur l'Indonésie a été rédigé par Jordan Newton, consultant indépendant en recherche et ancien analyste de la sécurité pour le gouvernement australien. La section consacrée aux Philippines a été écrite par Yasmira Moner, directrice par intérim de l'IPDM. La partie sur le Myanmar est signée Kyaw Nyi Nyi, chercheur invité à l'institut Yusof Ishak-ISEAS. Hari Prasad, chercheur adjoint à Critica Research, est l'auteur de la rubrique sur l'Inde. Les chercheurs du CENS Joseph Franco, Nazneen Mohsina et Cameron Sumpter ont conceptualisé le projet et fourni une assistance rédactionnelle.

Le Global Network on Extremism and Technology (Réseau mondial sur l'extrémisme et la technologie – GNET) est une initiative de recherche universitaire bénéficiant du soutien du Forum mondial de l'Internet contre le terrorisme (GIFCT), une initiative indépendante mais financée par le secteur qui vise à mieux comprendre et lutter contre l'utilisation des technologies par les groupes terroristes. Le GNET est formé et dirigé par le Centre international d'étude de la radicalisation (ICSR), un centre de recherche universitaire basé dans les locaux du Département d'étude des guerres du King's College, à Londres. Les opinions et conclusions exprimées dans ce document sont celles des auteurs et ne doivent en aucun cas être interprétées comme représentant les opinions et conclusions, expresses ou implicites, du GIFCT, du GNET ou de l'ICSR.

COORDONNÉES

Pour toute question, demande d'information et demande de copies supplémentaires du présent rapport, contacter :

ICSR
King's College London
Strand
Londres WC2R 2LS
Royaume-Uni

T. **+44 20 7848 2098**
E. **mail@gnet-research.org**

Twitter : **@GNET_research**

Ce rapport peut, comme toutes les autres publications du GNET, être téléchargé gratuitement à partir du site Internet du GNET : www.gnet-research.org.

© GNET

Résumé exécutif

L'exploitation des plateformes de médias sociaux et des applications de messagerie instantanée a connu une croissance exponentielle ces dernières années en Asie. Tout au long des années 2010, des extrémistes violents des différentes régions du continent ont profité de cet accès accru au public pour diffuser à grande échelle leurs messages conflictuels tout en ciblant des individus au sein de groupes marginaux en ligne. Les sociétés technologiques et les gouvernements ont fini par imposer des mesures relativement efficaces pour modérer les contenus à caractère ouvertement terroriste, supprimer des comptes et limiter leur portée. La dynamique d'une communication plus large sur les plateformes qui récompensent la mobilisation controversée continue toutefois d'alimenter la polarisation politique intérieure et les divisions au sein de la société.

L'Indonésie, les Philippines, le Myanmar et l'Inde sont quatre pays asiatiques dotés d'une expérience unique mais comparable concernant l'incidence des communications en ligne sur la fracture sociale, l'extrémisme et la violence. Ce rapport présente et analyse ces contextes respectifs.

Les extrémistes violents indonésiens présents sur les médias sociaux, en particulier les partisans de l'État islamique (EI), sont soumis à une pression gouvernementale et commerciale intense, qui met plus que jamais à rude épreuve leurs efforts de recrutement en ligne. Une application efficace de la loi en Indonésie et le déclin de l'EI au Moyen-Orient ont conduit à la réduction de la portée des partisans indonésiens de l'EI et précipité la baisse de la quantité et de la qualité de leur propagande en ligne. Mais l'intensification de la répression gouvernementale sur les groupes islamistes non violents pourrait fournir aux extrémistes violents une nouvelle base de recrutement au sein de nouveaux publics mécontents.

Aux Philippines, la propagande des extrémistes violents est enracinée dans des doléances très localisées s'accompagnant de perceptions d'exclusion, de discrimination et de sous-développement. Au cours de la période précédant la bataille de Marawi, en 2017, certains groupes d'extrémistes violents filipinophones ont créé des contenus originaux sur les déploiements tactiques, les activités d'entraînement militant, la célébration des dirigeants militants et les petites victoires contre l'armée. Le fait d'encourager la mobilisation démocratique et de mettre en lumière les récits positifs pourrait dissiper les tendances à l'exclusion.

Une vague de sentiments antimusulmans a éclaté au Myanmar au lendemain de violences communautaires au début des années 2010, et a été favorisée et précipitée par la croissance rapide de Facebook, devenu, pour beaucoup, la plateforme d'accès par défaut à Internet. Ce qui n'était au départ qu'une campagne « achetez bouddhiste » a laissé la place au mouvement Ma Ba Tha en 2013, composé de centaines de comptes Facebook servant de pivots pour propager

la haine. Dès 2018, Facebook avait commencé à modérer les contenus et à supprimer les comptes belligérants en collaboration avec les organisations de la société civile du Myanmar.

Les plateformes de médias sociaux comme WhatsApp, Facebook et Twitter jouent un rôle important dans l'intensification des récits hindutvas – prônant l'« hindouïté » – en Inde. Le mouvement hindutva exploite l'environnement numérique de trois façons différentes, en plus de mener des activités sur le terrain. Premièrement, les médias sociaux servent à donner de l'ampleur aux récits selon lesquels l'identité hindoue est menacée par les libéraux et les pluralistes. Deuxièmement, les campagnes mensongères en ligne diabolisent ceux qui sont perçus comme « autres », en particulier les communautés musulmanes. Enfin, des légions de trolls cherchent à détourner l'attention du public des lacunes en matière de gouvernance et à manipuler les récits.

Ces quatre pays illustrent les retombées de l'exploitation des médias sociaux et plateformes de messagerie par des acteurs malveillants. La modération de contenu est la principale solution trouvée par les sociétés technologiques pour refuser de donner un espace aux organisations extrémistes, mais sa réussite dépend en grande partie de l'environnement politique national. De Mindanao à Mumbai, différents groupes sont capables de contourner les restrictions des conditions de service. Aucune intervention technique ne peut résoudre le problème des campagnes de communication contre des groupes extérieurs ciblés. Les discours polarisants, livrés par le biais de mèmes ou de manifestes, sont symptomatiques de divisions sous-jacentes. Il serait plus prudent de considérer les activités malveillantes en ligne comme une extension de l'expérience humaine plutôt que comme un problème distinct du monde réel.

Table des matières

Résumé exécutif	1
<hr/>	
1 Introduction	5
<hr/>	
2 Indonésie	7
Essor et déclin de l'empire numérique de l'EI	7
Une résistance obstinée, vers de nouveaux publics	9
Répression et émergence de nouveaux réseaux en ligne	10
<hr/>	
3 Philippines	13
Propagande de DIL avant et après la bataille de Marawi	13
La sphère djihadiste en ligne au sens large	15
Le djihad en ligne : recrutement sur Facebook	15
Des solutions pour l'avenir	16
<hr/>	
4 Myanmar	17
Extrémisme anti-islam/musulman	17
Extrémisme à l'égard des Rohingyas	18
Solutions contre l'extrémisme en ligne favorisé par les technologies	20
<hr/>	
5 Inde	21
Création d'un environnement favorable à l'hindutva	22
Amplification	22
Dénigration de l'« autre »	23
Déformation et détournement	25
Les limites à la modération de contenu	26
<hr/>	
6 Conclusion	29
<hr/>	
Contexte politique	31

1 Introduction

En 2020, l'Asie abritait près de 60 % des utilisateurs de réseaux sociaux dans le monde¹. Comme dans d'autres régions du monde, différents groupes et acteurs présents sur le continent ont exploité ces outils médiatiques contemporains pour concrétiser leurs ambitions extrémistes. Qu'ils soient fondés sur la bigoterie religieuse, le mépris sectaire ou la haine raciale, des comptes sont déployés sur les médias sociaux pour recruter des partisans, aggraver les fractures sociales et organiser la violence. Les sociétés technologiques mondiales travaillent de plus en plus en collaboration avec les gouvernements nationaux en Asie du Sud et du Sud-Est pour limiter les abus les plus flagrants, mais, à mesure que le contrôle est repris sur certains problèmes, de nouveaux défis apparaissent dans ce paysage en évolution rapide.

Ce rapport vise à faire un point concis sur l'évolution des menaces posées par des acteurs aux profils extrémistes différents en Indonésie, aux Philippines, au Myanmar et en Inde. Ces dernières années, ces quatre pays ont été aux prises avec des actes extrémistes violents qui ont pris différentes formes, mais qui ont tous été favorisés et influencés par la hausse spectaculaire du nombre d'utilisateurs des médias sociaux, en particulier sur les appareils mobiles. L'Inde, l'Indonésie et les Philippines représentent aujourd'hui trois des six principales populations d'utilisateurs de Facebook dans le monde, tandis que le Myanmar occupe la 19^e place, tout en étant classé 82^e sur l'échelle de la pénétration d'Internet à l'échelle mondiale². Des centaines de millions de nouveaux comptes de médias sociaux ont été créés dans ces quatre pays ces dernières années.

Alors que les extrémistes violents ont profité de ce développement sans précédent du public, les mécanismes de modération des contenus ont fini par rattraper leur retard à la suite d'une série d'attentats et d'actes de violence organisée étroitement liés aux plateformes technologiques. Il y a encore beaucoup à faire pour maintenir les extrémistes éloignés des comptes d'utilisateurs tout en limitant l'impact sur les communications légitimes. Mais la tendance des plateformes de médias sociaux à encourager les interactions et les publications qui favorisent la polarisation de la société et la diabolisation de ceux qui sont perçus comme « autres » est un problème encore plus pressant. Si la propagande terroriste s'est détériorée et a été poussée en marge du discours en ligne, la désinformation et les arguments toxiques dans le discours généralisé pourraient s'avérer tout aussi efficaces pour le recrutement au sein des groupes extrémistes violents et la radicalisation.

1 Clement, J. (15 juillet 2020), « Distribution of worldwide social media users in 2020, by region », *Statista*. <https://www.statista.com/remotexs.ntu.edu.sg/statistics/295619/regional-distribution-of-social-media-users-worldwide/>.

2 Clement, J. (24 novembre 2020), « Leading countries based on Facebook audience size as of October 2020 », *Statista*. <https://www.statista.com/remotexs.ntu.edu.sg/statistics/268136/top-15-countries-based-on-number-of-facebook-users/>.

2 Indonésie

La hausse de la polarisation au sein de la société indonésienne offre aux extrémistes violents locaux, en particulier les partisans de l'État islamique (EI), un possible outil central de recrutement. Les médias sociaux indonésiens suivent les tendances mondiales, en ce qu'ils font l'objet de confrontations de plus en plus houleuses entre communautés polarisées – dans ce cas précis, les islamistes de l'opposition et une coalition de forces pro-gouvernement – entraînant ainsi une escalade des tensions. Avec la multiplication des répressions, qui réduisent toujours plus la possibilité de critiquer le gouvernement, les membres de certains mouvements d'opposition islamistes pourraient devenir plus réceptifs à l'argument avancé par les extrémistes, selon lequel la violence est désormais la seule solution à leur lutte.

Essor et déclin de l'empire numérique de l'EI

L'adoption des médias sociaux par l'EI, y compris en Indonésie, a permis à l'organisation d'atteindre un public plus large et général que n'importe quel autre groupe extrémiste avant elle. Historiquement, l'extrémisme violent en ligne était largement cantonné à des forums protégés par mot de passe et destinés à des partisans soigneusement sélectionnés³. Par comparaison, l'EI et ses partisans indonésiens ont développé une présence solide et dynamique sur Facebook, Twitter et des applications de messagerie instantanée comme Telegram et WhatsApp, en publiant des vidéos de propagande et des prospectus religieux et en mobilisant de nouvelles recrues potentielles dans le cadre de conversations privées. Les contacts en ligne n'ont pas détrôné le recrutement traditionnel en face à face, mais l'ont complété, et ont servi à une radicalisation plus intense, continue et rapide.

Mais la domination virtuelle par les partisans de l'EI a été de relativement courte durée compte tenu des mesures prises progressivement par les sociétés de médias sociaux contre les extrémistes en ligne. Twitter a été l'une des premières plateformes à véritablement réussir à chasser une majorité des partisans de l'EI de sa plateforme en 2015 et 2016⁴, ce qui a conduit les extrémistes à opter pour des solutions plus sûres, comme Telegram. Mais même sur Telegram, le répit n'a été que de courte durée, compte tenu de la campagne à grande échelle menée en 2019 par Europol pour réduire à néant la présence de l'EI sur la plateforme⁵. L'EI en Indonésie n'a pas été épargné : certains groupes très animés, qui accueillaient jusqu'à 8 000 membres en 2017, en comptaient moins de 200 en 2020⁶.

3 Rapport n° 24 de l'IPAC (30 octobre 2015), « Online Activism and Social Media Usage among Indonesian Extremists », *Institute for Policy Analysis of Conflict*. http://file.understandingconflict.org/file/2015/10/IPAC_24_Online_Activism_Social_Media.pdf.

4 Lakhani, Suraj et Maura Conway (21 août 2017), *The Conversation*. <https://theconversation.com/islamic-states-twitter-network-is-decimated-but-other-extremists-face-much-less-disruption-82657>.

5 Winter, Charlie et Amarnath Amarasingam (2 décembre 2019), « The decimation of Isis on Telegram is big, but it has consequences », *Wired*. <https://www.wired.co.uk/article/isis-telegram-security>.

6 Rapport n° 48 de l'IPAC (27 juillet 2018), « Indonesia and the Tech Giants Vs Isis Supporters: Combating Violent Extremism Online », *Institute for Policy Analysis of Conflict*. http://file.understandingconflict.org/file/2018/07/IPAC_Report_48.pdf.

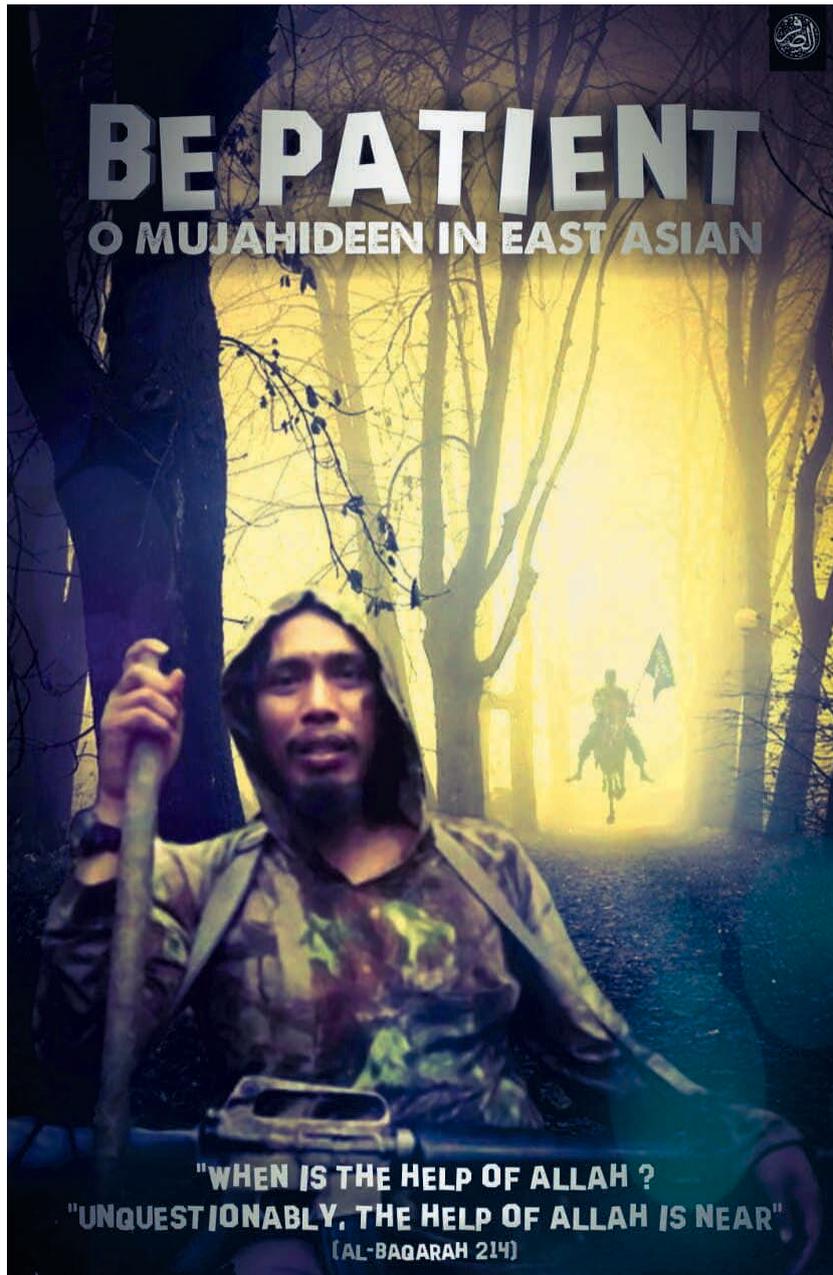


Figure 1 : Affiche produite par Ash Shaff Media (Telegram : 8 octobre 2020).

L'incapacité des partisans à maintenir une présence efficace sur une plateforme les a forcés à mener une existence plus dispersée, disloquée, répartie sur plusieurs plateformes⁷.

Le rapport de symbiose entre les mondes virtuel et réel signifie que les revers enregistrés dans la vraie vie par l'EI en Irak et en Syrie ont également porté un coup à sa présence virtuelle, privant les partisans du groupe de nouveaux contenus engageants à partager en ligne pour attirer de nouvelles recrues. Les partisans indonésiens en ligne ont subi le même sort. Les supports axés sur l'Indonésie créés par l'organe central de propagande de l'EI ont cessé d'être

⁷ Krona, Michael (21 octobre 2020), « Revisiting the Ecosystem of Islamic State's 'Virtual Caliphate' », Global Network on Extremism and Technology (GNET). <https://gnet-research.org/2020/10/21/revisiting-the-ecosystem-of-islamic-states-virtual-caliphate/>.

publiés à mesure que les combattants de l'archipel tombaient au combat à Mossoul⁸ et Raqqa⁹, et les traductions officielles en langue indonésienne d'autres supports de l'EI ont pratiquement cessé. Au lieu des vidéos de propagande tape-à-l'œil de l'EI, les Indonésiens comptent aujourd'hui sur des affiches de propagande faites maison par des médias « non officiels » tels qu'Ash Shaff Media, et des vidéos granuleuses enregistrées sur des smartphones de militants moudjahidines de l'Est de l'Indonésie pro-EI retranchés dans les montagnes du Sulawesi central. Même ces supports se font plus rares, puisque les raids antiterroristes fréquents de la police et les attentats généralement absurdes menés par les partisans de l'EI ces dernières années ont laissé aux militants locaux peu de raisons de se réjouir.

Une résistance obstinée, vers de nouveaux publics

Pourtant, les partisans de l'EI continuent d'opposer une résistance obstinée en ligne, en combinant actes de tromperie et pure détermination à ébranler les efforts déployés par les sociétés technologiques pour éliminer leur présence en ligne. Un partisan indonésien éminent de l'EI, actuellement situé dans le camp de réfugiés Al Hol, en Syrie, est régulièrement chassé de Facebook, mais met toujours en scène son retour, immédiatement accueilli par des centaines de demandes d'amis provenant de vieilles connaissances et de nouveaux fans¹⁰. D'autres utilisent des tactiques relativement simples, comme le « leet speak » d'Internet (qui consiste à remplacer les lettres par des chiffres et des symboles) pour masquer des termes controversés, et les nouvelles fonctions des plateformes, comme les « stories » limitées dans le temps (images), pour esquiver la censure, à la fois automatisée et humaine.

Bien qu'ils soient au plus bas depuis des années, à la fois en ligne et dans la vie réelle, les extrémistes violents pourront peut-être retrouver un élan en tirant parti de la polarisation croissante définissant aujourd'hui l'Indonésie. Depuis 2017, des lignes de combat politiques et sociales ont été tracées entre le mouvement d'opposition, dirigé par des groupes islamistes conservateurs comme le Front des défenseurs de l'Islam (FPI), et une coalition « pluraliste militante » pro-gouvernementale, composée de partis politiques plus laïques, comme le Parti démocratique indonésien de lutte, et de groupes musulmans traditionnels, dont Nahdlatul Ulama¹¹. À l'instar d'autres entités politiques polarisées ailleurs dans le monde, les deux camps en sont venus à considérer l'autre comme une menace existentielle pour l'État et pour eux-mêmes.

Ce sentiment de menace existentielle déclenche une concurrence intense en ligne et pousse un nombre toujours plus élevé d'Indonésiens à considérer l'intimidation et la violence comme des tactiques acceptables pour lutter contre leurs opposants¹². Les « guerres de hashtags » entre partisans des deux camps sont monnaie courante

8 Rahayu, Heny et Tia Asmara (9 novembre 2016), « Keluarga Benarkan Abu Jandal Tewas di Mosul », *Benar News*. <https://www.benarnews.org/indonesian/berita/abu-jandal-11092016165829.html>

9 BBC News (27 avril 2018), « Benarkah Bahrumsyah, komandan tertinggi ISIS asal Indonesia tewas di Suriah? », *BBC News Indonésie*. <https://www.bbc.com/indonesia/indonesia-43889637>.

10 Facebook (novembre 2020), Ummu Azzam (femme indonésienne pro-EI dans un camp de réfugiés syriens).

11 Warburton, Eve (16 avril 2019), « Polarisation in Indonesia: what if perception is reality? », *New Mandala*. <https://www.newmandala.org/how-polarised-is-indonesia/>.

12 Hui, Jennifer Yang et Jordan Newton (2 octobre 2020), Global Network on Extremism and Technology (GNET). <https://gnet-research.org/2020/10/02/toxic-cybercampaigns-the-muslim-cyber-army-versus-militant-pluralism/>.

sur Twitter¹³, et servent de gâchettes aux débats en ligne et aux actes violents perpétrés dans la vie réelle. Les groupes islamistes ont mené une campagne de plusieurs mois, alimentée par la diffusion de propagande et de désinformations en ligne¹⁴, pour discréditer les résultats de l'élection générale de 2019, qu'ils avaient perdue. Cette campagne a créé un environnement fébrile et contribué aux émeutes qui ont eu lieu à Djakarta en mai l'année dernière.

Répression et émergence de nouveaux réseaux en ligne

La répression brutale intensifie la pression sur les groupes islamistes, mais accroît également le risque de pousser certains individus dans les bras des extrémistes. La mort de six membres du FPI dans un prétendu échange de coups de feu avec la police en décembre 2020 notamment, a provoqué la colère des partisans du FPI en ligne, certains d'entre eux semblant être plus disposés à recourir à la violence¹⁵. Un groupe de partisans du FPI a publié un même accessible à près de 50 000 followers sur Telegram, les invitant à préparer leurs armes pour riposter contre la police¹⁶.

À l'heure actuelle, aucune violence n'a découlé de cet incident. Les partisans du FPI se sont également abstenus de riposter à l'interdiction de l'organisation prononcée par le gouvernement (en raison notamment de l'échange de coups de feu de décembre) et à l'arrestation de son dirigeant, Rizieq Syihab. Les sympathisants de l'EI semblent cependant être prêts à tirer parti de tout pic de militantisme, certains estimant, d'après leurs publications dans des groupes de discussion privés, que les partisans du FPI sont désormais « prêts à être recrutés »¹⁷.

Un basculement à grande échelle du FPI ou d'autres groupes islamistes dans le terrorisme semble peu probable, mais la multiplication des contacts en ligne avec les partisans de l'EI augmente le risque que certains, au moins, pourraient considérer la violence comme la dernière solution pour leur combat. Bien qu'ils partagent certaines pierres de touche idéologiques, comme le soutien à la création d'une entité politique islamique, les sympathisants du FPI et de l'EI s'opposent traditionnellement avec véhémence¹⁸. Pourtant, il est déjà arrivé que des groupes d'islamistes se tournent vers les réseaux terroristes: la branche du FPI de Lamongan Regency, dans le Java oriental, a déclaré son soutien à l'EI en 2016, après qu'un prédicateur pro-EI renommé a comblé le vide en matière de leadership spirituel qui caractérisait cette branche¹⁹. Les partisans de l'EI chercheront peut-être à combler d'autres vides pour les

13 CNN Indonésie (21 mai 2019), « KPU Umumkan Jokowi Menang Pilpres, Netizen 'Perang' Tagar », *CNN*. <https://www.cnnindonesia.com/teknologi/20190521072914-192-396717/kpu-umumkan-jokowi-menang-pilpres-netizen-perang-tagar>.

14 Potkin, Fanny (22 mai 2019), « Indonesia curbs social media, blaming hoaxes for inflaming unrest », *Reuters*. <https://www.reuters.com/article/indonesia-election-socialmedia/indonesia-curbs-social-media-blaming-hoaxes-for-inflaming-unrest-idUSL4N22Y2UP>.

15 Chadijah, Rina (7 décembre 2020), « Indonesian Police Kill 6 Supporters of Firebrand Muslim Cleric in Road Encounter », *Benar News*. <https://www.benarnews.org/english/news/indonesian/id-rizieq-killings-12072020101536.html>.

16 Chaîne de propagande pro-FPI sur Telegram, Angin Gunung (12 décembre 2020).

17 Partisan de l'EI sur Facebook (8 décembre 2020).

18 Certains partisans de l'EI ont même cherché à attaquer le dirigeant du FPI Habib Rizieq Shihab. Rapport n° 25 de l'IPAC (1^{er} février 2016), « Disunity among Indonesian ISIS supporters and the risk of more violence », *Institute for Policy Analysis of Conflict*. http://file.understandingconflict.org/file/2016/04/IPAC_25_-_5.pdf.

19 Rapport n° 18 de l'IPAC (15 avril 2015), « Indonesia's Lamongan Network: How East Java, Poso and Syria are Linked », *Institute for Policy Analysis of Conflict*. http://file.understandingconflict.org/file/2015/04/IPAC_18_Lamongan_Network.pdf.



Figure 2: Affiche pro-FPI encourageant ses partisans : « prépare tes armes, oh moudjahid! » (Telegram : 11 décembre 2020)

membres désillusionnés du FPI : certains ont déjà créé des groupes de discussion fondés sur des conventions de dénomination et des iconographies islamistes pour encourager plus de contacts entre eux et les militants du FPI²⁰. Si des membres du FPI se radicalisent, ce type de groupes de discussion servira sans doute de porte d'entrée importante à ce processus.

Les progrès importants enregistrés ces dernières années en matière de diminution de la portée des extrémistes violents pourraient être réduits à néant si la hausse de la polarisation fournit une nouvelle génération de recrues potentielles en ligne. Les solutions technologiques seront essentielles pour limiter le glissement vers la violence : la modération de contenus, qui a joué un rôle central dans l'élimination des discours extrémistes violents et la suppression des supports prônant la violence, devra continuer à être au cœur de tous les efforts. Mais la structure des plateformes de médias sociaux, qui récompense le sensationnalisme et la viralité – deux éléments dont les extrémistes de tous bords se délectent – et encourage toujours plus de fragmentation et le développement de chambres d'écho numériques autosélectionnées, devra aussi être revisitée. Des efforts supplémentaires devront être déployés pour promouvoir le débat citoyen et les espaces partagés entre opinions concurrentes dans la société et éviter ainsi de pousser les individus vers la marge, où la violence devient une solution séduisante.

20 Groupe de discussion pro-El sur Telegram « Alumni 411 & 212 » (13 décembre 2020).

3 Philippines

En 2017, le centre de la ville islamique de Marawi, dans le sud des Philippines, a été entièrement rasé par le groupe local autoproclamé Dawlah Islamiyah-Lanao (DIL), qui a prêté allégeance à l'EI. Les activités en ligne des membres et sympathisants de DIL avaient préfiguré la fameuse bataille de Marawi. La propagande de DIL, fondée sur la politique de l'identité, prétend que les Philippines christianisées marginalisent les musulmans. La mise à l'écart des populations minoritaires musulmanes moro remonte à la création du front de libération ethnonationaliste, connu sous le nom de Front Moro de libération nationale (MNLF), dans les années 1970.

Le MNLF a vu le jour en réponse aux politiques d'exclusion et de marginalisation économique proposées par le gouvernement national basé à Manille, qui a adopté des lois foncières discriminatoires lésant les Moros et les peuples autochtones et favorisant les colons chrétiens de Luçon et des Visayas²¹. Le gouvernement philippin a participé à une succession de pourparlers avec le MNLF et son successeur, le Front Moro islamique de libération (MILF). Ce processus a abouti, en 2019, à la création d'une entité politique élargie bangsamoro, appelée Région autonome bangsamoro en Mindanao musulmane (BARMM).

Propagande de DIL avant et après la bataille de Marawi

Aux Philippines, le discours extrémiste est très localisé et associé aux doléances locales nées des intérêts particuliers de la communauté. Les contenus exprimant un soutien à l'extrémisme violent sont souvent partagés dans les langues bangsamoro, en particulier le maranao, le maguindanao et le tausug²². Les sentiments locaux sont nourris par la diffusion de messages viraux de chaînes islamiques mondiales tirant parti du discours d'opposition « Islam contre Occident » dans la politique mondiale.

Selon un chef religieux de Marawi, le message envoyé par l'« État islamique à Ranao », un nom utilisé par DIL dans ses recrutements en ligne, est le suivant : « Nous sommes désormais en guerre avec les Khafirs [infidèles] ; la lutte des nations musulmanes est donc un combat entre le « bien » (monde islamique) et le « mal » (ordre mondial démocratique dirigé par les États-Unis). Nous devons impérativement mener le "Jihad Fi Sabilillah" (la guerre au nom de l'Islam). Tous les hommes croyants ont l'obligation morale de lutter pour la cause d'Allah, pour assurer la paix et la renaissance du Khalifa Islamiyyah (État islamique). »²³.

21 Montiel, C. J., Rodil, R. B., et Guzman, J. M. d. (2012). « The Moro struggle and the challenge to peace building in Mindanao, Southern Philippines », in Landis, D. et Albert, R. D. (dir.), *International and cultural psychology. Handbook of ethnic conflict: International perspectives* (Springer Science + Business Media): p. 71–89. https://doi.org/10.1007/978-1-4614-0448-4_4.

22 The Asia Foundation et Rappler (2018). *A Study on Understanding Violent Extremism: Messaging and Recruitment Strategies on Social Media in the Philippines*.

23 Entretien individuel, Aleem Musa (alias) (5 septembre 2019), Barrio Salam, Mindanao State University-Marawi, Philippines.

Les messages publiés par DIL sur des applications comme Telegram vont au-delà d'une simple reformulation de contenu idéologique. Deux chaînes modérées par des utilisateurs filipinophones, dont l'une visait à produire des dépêches tactiques,²⁴ qui constituaient un indicateur des préparatifs pour les affrontements avec l'armée philippine à la fin de l'année 2016 à Butig, une municipalité située au sud de Marawi, ont activement produit des contenus originaux entre juin et août 2016. Le contenu partagé sur l'autre chaîne portait sur les activités passées de feu Isnilon Hapilon avant qu'il ne prête allégeance à l'EI en 2015.

Le contenu publié sur Telegram représentait principalement des activités d'entraînement par les forces de l'État islamique à Ranao (figure 3) et montrait des *ghanimah* (butins de guerre) saisis sur les troupes gouvernementales (figure 4)²⁵. Curieusement, le déluge de contenu attendu depuis la zone de combat de Marawi, également connue sous le nom de « zone la plus touchée » (MAA), n'a pas eu lieu. Seules quelques vidéos fournies par DIL ont été rediffusées par des médias associés à l'EI, comme Amaq. Ces images montrent surtout les premiers jours de combat²⁶.



Figure 3: Photo de l'État islamique à Ranao illustrant l'entraînement au tir



Figure 4: Photo de matériel saisi sur des militaires assassinés

24 Franco, Joseph (2017), « Assessing the feasibility of a 'Wilayah Mindanao' », *Perspectives on Terrorism* vol.11 n° 4 : p. 29–38.

25 Captures d'écran des comptes Telegram de l'État islamique à Ranao, adaptées de Franco, « Assessing the Feasibility », p. 32.

26 Knight, Charles et Katja Theodorakis (31 juillet 2019), « The Marawi crisis – urban conflict and information operations », *Australian Strategic Policy Institute*. <https://www.aspi.org.au/report/marawi-crisis-urban-conflict-and-information-operations>.

Bien qu'en ligne pendant une courte durée, le contenu en provenance de la MAA a servi de propagande aux dirigeants de l'EI en Irak et en Syrie. Le magazine *Rumiyah* de l'EI a publié une édition spéciale, « Le djihad en Asie de l'Est », suivie d'une série de vidéos de propagande intitulées « À l'intérieur du Khilafah ». Le discours attribuait la responsabilité de la destruction de la ville aux Forces armées des Philippines (AFP), et insistait sur le fait que le djihad à Marawi était une campagne de défense²⁷.

La sphère djihadiste en ligne au sens large

Au-delà de la propagande, les groupes extrémistes ont intensifié leurs efforts de recrutement dans les universités et lycées locaux, ainsi que sur les sites de médias sociaux. Le nouveau groupe de jeunes extrémistes zélés et violents ont même défié les dirigeants du MILF, en affirmant que ces derniers avaient abandonné le véritable esprit du djihad en négociant avec le gouvernement philippin, un gouvernement d'infidèles²⁸. Selon des informations fournies par des participants, le DIL est considéré comme plus qu'une simple organisation ; il représente une idéologie qui relate, sous forme de récit héroïque, une version idéalisée de l'Ummah. Ce récit est partagé en ligne sur les médias sociaux ou livré par endoctrinement aux recrues potentielles dans des espaces appelés *halaqa* (cercles d'étude)²⁹.

Si les communications sur Internet ne sont pas les seules responsables de la radicalisation en Mindanao musulmane, les médias sociaux renforcent le réseau social existant dans la vie réelle, qui renferme des doléances locales légitimes d'exclusion, de discrimination et de sous-développement. Les médias sociaux servent de tremplin au programme politique et à la manipulation psychologique des extrémistes, sous le couvert d'activités religieuses légitimes.

Le djihad en ligne : recrutement sur Facebook

Facebook est un outil central du processus de recrutement, dans le cadre duquel les recruteurs extrémistes cherchent à influencer et convaincre. Une conversation personnelle avec un ancien membre de DIL montre que les recrues potentielles sont de jeunes étudiants de sexe masculin vivant dans des communautés économiquement défavorisées de Mindanao ou de la BARM. Des femmes sont également recrutées, mais elles sont reléguées au réseau de soutien aux groupes d'extrémistes violents dominés par les hommes. Certaines de ces recrues féminines ont rejoint la cause contre leur gré, devenant des membres de facto de par leur statut d'épouses ou de sœurs de membres du groupe³⁰. Ces types de membres ne subissent généralement pas d'endoctrinement.

27 Franco, Joseph (29 novembre 2017), « Marawi: Winning the War After the Battle », Centre international de lutte contre le terrorisme – La Haye (ICCT). <https://icct.nl/publication/marawi-winning-the-war-after-the-battle/>.

28 Lors de discussions avec des participants à une audition le 6 novembre 2016, un incident qui a eu lieu l'année précédente a été mentionné : un groupe de jeunes, supposément membres du Maute, a accusé le commandant Bravo de « murtad » (apostasie) après qu'il a refusé leur invitation à rejoindre la cause. Le commandant Bravo dirige le front nord-ouest du Front Moro islamique de libération.

29 Terme arabe qui signifie « rassemblement religieux destiné spécifiquement à l'étude du Coran et de l'Islam ».

30 Entretien individuel, ancienne membre de l'État islamique à Ranao (19 décembre 2019), Marawi.

Les recruteurs ont fait appel à des techniques de recrutement en ligne, au travers de messages individuels dans des groupes Facebook privés, et de mobilisation hors ligne³¹. Pour attirer plus d'adeptes, ils utilisent de jeunes membres charismatiques capables de réciter des versets des écritures saintes³². Les thèmes du « Jihad Fi Sabilillah » (la guerre au nom d'Allah) et de l'Ummah sont au cœur de leur stratégie de recrutement. La Da'wah (l'invitation à la religion) est menée via des groupes restreints ou des pages Facebook privées :

Dans un premier temps, on nous pose des questions sur nos antécédents personnels. Ensuite, la personne de l'autre côté de l'écran commence son endoctrinement en mentionnant des cas de persécutions contre les musulmans partout dans le monde, montrant que l'Islam est assiégé, et justifiant la nécessité pour le monde islamique (Ummah) d'être en guerre perpétuelle contre les infidèles. Le recruteur continue en distillant la peur et en laissant entendre que ceux qui ne rejoignent pas la cause le regretteront. L'endoctrinement a lieu en ligne, particulièrement auprès de jeunes recrues. Nous avons également eu l'impression que nous nous connaissions déjà, puisque nous parlions la même langue, pas l'anglais, pas l'arabe, mais ma propre langue, le maranao.³³

Ce processus privé en petit comité sert à renforcer le biais de confirmation. Il souligne également la loyauté individuelle aux affiliations ethniques religieuses et infranationales. La campagne de recrutement en ligne menée par DIL a porté ses fruits car ses comptes de médias sociaux sont un prolongement de son réseau hors ligne. Les individus recrutés en ligne sont employés pour partager des messages traduits dans la langue/le dialecte local(e) de la communauté.

Des solutions pour l'avenir

Ce qui ressort de la page Bangsamoro Watch³⁴, un groupe Facebook prétendument ouvert, conçu à l'origine comme un observatoire citoyen de la BARMM, est un microcosme des identités contestées de la région bangsamoro. Parmi les membres du groupe, l'on retrouve des conservateurs religieux, des militants progressistes et des cyniques qui promeuvent leur propre marque de politique d'exclusion en ligne. Les polémiques sur la page Facebook soulignent le besoin d'encourager l'esprit de mobilisation démocratique dans la région BARMM, à la fois en ligne et dans la vie réelle.

L'autorité de transition de Bangsamoro, dirigée par le MILF, tente de défendre la stratégie d'un gouvernement autonome inclusif et paritaire dans la région BARMM. Il est essentiel de mobiliser les jeunes et les ménages dirigés par des femmes dans la région de Bangsamoro, ces groupes jouant un rôle central dans la lutte contre les discours haineux en ligne en diffusant des messages alternatifs sur la diversité, la tolérance religieuse et le pluralisme culturel dans le but de couper court à la notion d'islamophobie et de politique d'exclusion.

31 Pantao, Jovar (2019), « Ecological Influences to Violent Extremism: Basis for the Development of Global Citizenship Education Framework », thèse non publiée, School of Graduate Studies, Mindanao State University, General Santos City.

32 Notes de terrain, atelier de formation à la paix (25 novembre 2019), MSU-Marawi City.

33 Notes de terrain, atelier de formation à la paix (19 décembre 2019), Iligan City.

34 Voir <https://web.facebook.com/groups/821542374608074>

4 Myanmar

Les médias sociaux ne sont généralement pas considérés uniquement comme un outil³⁵, mais aussi comme un terrain fertile pour l'extrémisme³⁶. Mais l'extrémisme favorisé par les technologies qui fleurit sur les plateformes de médias sociaux comme Facebook et Twitter ne doit pas être traité comme un problème isolé. Souvent, l'extrémisme en ligne précède, accompagne ou suit l'extrémisme hors ligne, et les propos extrémistes tenus sur ces deux plateformes se sont nourris mutuellement³⁷.

Cette section étudie les rapports entre l'extrémisme, les groupes et le rôle d'intermédiaire joué par les technologies. Le Myanmar a connu, entre 2010 et aujourd'hui, une transition entre autoritarisme militaire ou dominé par les militaires et démocratie électorale partielle, pour revenir aujourd'hui à un régime militaire, avec la proclamation d'un nouveau coup d'État militaire le 1^{er} février 2021. L'extrémisme et la violence en ligne et hors ligne sont apparus comme un problème grave ces huit dernières années. L'extrémisme à l'égard des musulmans et l'extrémisme à l'égard des Rohingyas sont les deux formes d'extrémisme les plus graves dans le Myanmar en transition.

Extrémisme anti-islam/musulman

L'extrémisme à l'égard des musulmans est apparu au grand jour en octobre 2012 avec la création du mouvement 969 symbolique « achetez bouddhiste » en réponse à des violences interreligieuses et intercommunautaires dans l'État Rakhine. En juin 2013, ce mouvement s'est transformé en un système plus vaste et mobilisateur, Ma Ba Tha (Association pour la protection de la race et de la religion). Ma Ba Tha a produit et diffusé une version extrémiste de l'extrémisme antimusulman/probouddhiste³⁸. Fondé sur l'émotionnel, le « raisonnable » et des idées conspirationnistes, Ma Ba Tha a affirmé que les musulmans n'achètent intentionnellement que dans des magasins gérés par des musulmans pour enrichir leur propre communauté, tandis que les hommes musulmans polygames conspirent pour attirer des femmes bouddhistes provenant de milieux socioéconomiques plus modestes, les épouser, les convertir à l'Islam et fonder des familles plus nombreuses³⁹. Selon ce raisonnement, ce projet musulman donnerait lieu à une catastrophe démographique et entraînerait le déclin de la communauté bouddhiste au Myanmar⁴⁰.

35 Klausen, Jytte (2015), « Tweeting the Jihad: Social Media Networks of Western Foreign Fighters in Syria and Iraq », *Studies in Conflict & Terrorism* vol. 1, n° 38 : p. 1–22.

36 Vicario, Michela Del, Gianna Vivaldo, Alessandro Bessi, Fabiana Zollo, Antonio Scala, Guido Caldarelli et Walter Quattrociocchi (29 juin 2016), « Echo Chambers: Emotional Contagion and Group Polarization on Facebook », *Scientific Reports*. <https://arxiv.org/pdf/1607.01032v1.pdf>.

37 Wojcieszak, Magdalena (2010), « 'Don't Talk to Me': Effects of Ideologically Homogeneous Online Groups and Politically Dissimilar Offline Ties on Extremism », *New Media & Society* vol. 4, n° 12 : p. 637–55.

38 Kyaw, Nyi Nyi (2016), « Islamophobia in Buddhist Myanmar: The 969 Movement and Anti-Muslim Violence », in Crouch, M. (dir.), *Islam and the State in Myanmar: Muslim-Buddhist Relations and the Politics of Belonging* (Delhi: Oxford University Press).

39 *Ibid.*

40 *Ibid.*

Tous ces discours extrémistes antimusulmans contenant des histoires supposées, non prouvées ou exagérées de femmes bouddhistes maltraitées et converties par des hommes musulmans ont été diffusés sans relâche entre 2013 et 2015, à la fois en ligne et hors ligne, par des moines du Ma Ba Tha, des propagandistes laïques et leurs sympathisants. L'administration Thein Sein alors au pouvoir et le parlement se sont rangés de leur côté et ont favorisé l'adoption de quatre lois de protection de la race en août 2015⁴¹. L'extrémisme du Ma Ba Tha a été favorisé par Facebook, qui est devenu la plateforme de médias sociaux la plus populaire au Myanmar.

Des centaines de comptes Facebook appartenant à des moines du Ma Ba Tha, comme U Wirathu et ses partisans, ont participé à la campagne de haine extrémiste⁴², nourrie par des activités hors ligne. Parmi les supports de la campagne de haine extrémiste utilisés figuraient, entre autres, des campagnes de signature, des bulletins, des magazines, des pamphlets, des déclarations, des ouvrages, des manifestations de rue, des sermons de moines, des discussions avec des laïcs, des ateliers consultatifs publics, des conférences de presse, des images, des chansons, des récits de vie et des films – tous diffusés en ligne et hors ligne.

Extrémisme à l'égard des Rohingyas

Le Ma Ba Tha est un mouvement religieux probouddhiste. Son extrémisme ne fait donc pas vraiment la différence entre les musulmans non rohingyas et les musulmans rohingyas. Pour l'organisation, l'Islam et la plupart – si ce n'est la totalité – des musulmans représentent une menace pour les bouddhistes et le bouddhisme. Il existe toutefois une différence marquée entre les musulmans non rohingyas et les musulmans rohingyas. Tandis que les musulmans non rohingyas (qui représentent près de 2 % de la population du Myanmar) sont largement acceptés comme des citoyens du pays, les musulmans rohingyas (2,3 %) sont presque universellement perçus non comme des citoyens mais comme des migrants bangladais « illégaux » ou des agents infiltrés représentant le Bangladesh.

Compte tenu de ces deux qualités – musulmans et illégaux – inacceptables pour le Ma Ba Tha, celui-ci nourrissait également des sentiments extrêmement anti-Rohingyas. L'illégalité présumée des Rohingyas a aidé à recruter de nouveaux adeptes au sein du groupe, ainsi que des producteurs et diffuseurs de contenus extrémistes anti-Rohingyas. En général, la xénophobie à l'égard des Rohingyas présente des degrés de gravité divers. Les partis, tels que les bouddhistes rakhines ethnonationalistes et le Ma Ba Tha, expriment une xénophobie forte à l'égard des Rohingyas, qu'ils rejettent « totalement ». Le peuple du Myanmar présente une version plus modérée, qui remet en cause la véracité des revendications de citoyenneté birmane des Rohingyas ou leurs qualifications

41 Ces quatre lois interdisent la polygamie, limitent les mariages interconfessionnels entre femmes bouddhistes et hommes non bouddhistes, font obstacle à la conversion religieuse et restreignent la taille des familles et la croissance démographique, en réponse à des comportements présumés des musulmans menaçant les bouddhistes et le bouddhisme.

42 Basé sur l'observation, entre 2012 et 2016, de ces comptes par l'auteur. La plupart de ces comptes, si ce n'est la totalité, ont été supprimés par Facebook ou sont devenus inactifs à compter de fin 2019.

socioculturelles visant à être considérés comme membres de la nation du Myanmar, compte tenu des différences ethnoreligieuses entre la minorité musulmane et la majorité bouddhiste⁴³.

L'extrémisme anti-Rohingyas au Myanmar a vu le jour au lendemain de violences communautaires dans l'État Rakhine, en juin 2012, et s'est répandu plus que jamais après l'attaque, par l'Armée du salut des Rohingyas de l'Arakan (ARSA) – anciennement Harakah al-Yaqin (Mouvement de la foi) –, contre une caserne située dans le nord de l'État Rakhine les 9 octobre 2016 et 25 août 2017, tuant respectivement neuf et douze membres des forces de sécurité du Myanmar. L'ARSA est considéré comme une organisation terroriste par le gouvernement du Myanmar depuis la deuxième attaque. La xénophobie anti-Rohingyas était largement limitée au Ma Ba Tha, aux bouddhistes rakhines et à l'armée du Myanmar jusqu'en 2016. Avec l'émergence et les attaques de l'ARSA sous le régime de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) (mars 2016-janvier 2021), certains partisans de la dirigeante de la LND, Aung San Suu Kyi, se sont ralliés à la cause anti-Rohingyas.

Les partisans d'Aung San Suu Kyi l'ont vigoureusement défendue, ainsi que le gouvernement LND, sur Facebook et Twitter⁴⁴. Cette défense « bien intentionnée » a fini par se fondre dans un discours anti-Rohingyas plus généralisé. Ce discours s'est apaisé en 2018, avant de remonter à nouveau en novembre et décembre 2019⁴⁵, lorsque la République de Gambie a déposé une requête pour génocide devant la Cour internationale de justice (CIJ) contre le Myanmar, pour laquelle Aung San Suu Kyi a dû comparaître. Ses partisans sont en majorité au Myanmar, et croient généralement que ce sont les actions musclées de l'armée contre l'ARSA qui ont donné lieu au procès devant la CIJ, que ces actions constituent ou non un génocide, des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité.

Facebook, qui a été lamentablement lent à répondre à la vague d'extrémisme antimusulman entre 2012 et 2015, s'est retrouvé mêlé aux critiques internationales de plus en plus nombreuses contre l'oppression des Rohingyas par le Myanmar et le rôle joué par la plateforme dans l'incitation à la violence et à l'extrémisme contre les Rohingyas et la tolérance vis-à-vis de ces actes⁴⁶. Facebook a fini par admettre en novembre 2018 qu'il aurait pu mieux surveiller et supprimer les propos extrémistes en ligne, et a promis de le faire⁴⁷. La plateforme a ainsi supprimé 18 comptes et 52 pages Facebook et un compte Instagram, y compris ceux du Commandant en chef du Myanmar, Min Aung Hlaing, et du réseau de télévision Myaway, propriété de l'armée, le 28 août 2018 ; 13 pages et dix comptes Facebook le 15 octobre 2018 ; 135 comptes, 425 pages, 17 groupes Facebook et 15 comptes Instagram le 18 décembre 2018⁴⁸ ; quatre comptes de groupes armés ethniques, y compris l'armée d'Arakan, le 5 février 2019⁴⁹ ; 89 comptes, 107 pages, 15 groupes Facebook et

43 Cheesman, Nick (2017), « How in Myanmar 'National Races' Came to Surpass Citizenship and Exclude Rohingya », *Journal of Contemporary Asia* vol. 3, n° 47 : p. 461–83.

44 Observation par l'auteur des comptes Facebook et Twitter des partisans de la LND et d'Aung San Suu Kyi entre août 2017 et décembre 2019.

45 *Ibid.*

46 Miles, T. (12 mars 2018), « U.N. Investigators Cite Facebook Role in Myanmar Crisis », *Reuters*. <https://www.reuters.com/article/us-myanmar-rohingya-facebook-idUSKCN1GO2PN>.

47 Warofka, A. (5 novembre 2018), « An Independent Assessment of the Human Rights Impact of Facebook in Myanmar », Facebook. <https://about.fb.com/news/2018/11/myanmar-hria/>.

48 Facebook (28 août 2018), « Removing Myanmar Military Officials from Facebook ». <https://about.fb.com/news/2018/08/removing-myanmar-officials/>.

49 Facebook (5 février 2019), « Banning More Dangerous Organizations from Facebook in Myanmar ». <https://about.fb.com/news/2019/02/dangerous-organizations-in-myanmar/>.

cinq comptes Instagram le 21 août 2019⁵⁰; et 13 comptes et dix pages Facebook le 12 février 2020⁵¹.

Début 2020, toutes ces mesures semblaient avoir créé une clientèle Facebook au Myanmar faisant plus attention à ce qu'elle publie et partage, en particulier lorsque les contenus portent sur les Rohingyas. Facebook a annoncé en août 2020⁵² qu'il allait être à l'affût de discours haineux et fausses informations liés aux élections, bien que ces derniers ne soient pas directement reliés aux Rohingyas ou à leurs adversaires extrémistes. À cet égard, Facebook a continué de supprimer des comptes, pages, groupes Facebook et comptes Instagram tout au long de l'année 2020⁵³, et a travaillé en collaboration avec la société civile du Myanmar⁵⁴.

Compte tenu de la perte d'influence du Ma Ba Tha et de groupes partageant les mêmes idées, du moins depuis 2018, de la non-émergence des Rohingyas et de la procédure devant la CIJ en tant que questions électorales, et de la nature largement virtuelle de la campagne électorale entre le 8 septembre et le 6 novembre 2020, les discours haineux des extrémistes, qu'ils soient antimusulmans ou anti-Rohingyas, ont été faibles et négligeables, et quelques fausses informations sur les partis et les candidats sont apparues sur Facebook avant, pendant et après les élections du 8 novembre. Les fausses informations ne se sont pas propagées autant qu'elles auraient pu, en partie parce que plusieurs programmes de vérification des faits menés par des médias du Myanmar comme Myanmar Now⁵⁵ et Mizzima⁵⁶, ainsi que par des organisations de la société civile, telles que Myanmar ICT Development Organisations (MIDO)⁵⁷, souvent en partenariat avec Facebook, ont réussi à contrôler la propagation des fausses informations et discours haineux.

Solutions contre l'extrémisme en ligne favorisé par les technologies

Le cas du Myanmar montre quatre aspects de l'extrémisme favorisé par les technologies sur les médias sociaux. Premièrement, celui-ci apparaît dans le contexte d'une transformation politique et sociale plus vaste, une transition démocratique dans le cas du Myanmar. Deuxièmement, l'extrémisme ne se manifeste pas qu'en ligne – il se concrétise à la fois dans le monde virtuel et dans le monde réel. Troisièmement, ce ne sont pas les individus, mais bien des groupes, qui s'engagent dans ce type de projet. Enfin, la vigilance exercée par les plateformes de médias sociaux comme Facebook et par les organisations médiatiques et de la société civile joue un rôle essentiel dans la réduction de l'extrémisme en ligne.

50 Facebook (21 août 2019), « Taking Down More Coordinated Inauthentic Behavior in Myanmar ». <https://about.fb.com/news/2019/08/more-cib-myanmar/>.

51 Gleicher, N. (12 février 2020), « Removing Coordinated Inauthentic Behavior From Russia, Iran, Vietnam and Myanmar », Facebook. <https://about.fb.com/news/2020/02/removing-coordinated-inauthentic-behavior/>.

52 Frankel, R. (31 août 2020), « How Facebook Is Preparing for Myanmar's 2020 Election ». <https://about.fb.com/news/2020/08/preparing-for-myanmars-2020-election/>.

53 Facebook (5 novembre 2020), « October 2020 Coordinated Inauthentic Behavior Report ». <https://about.fb.com/news/2020/11/october-2020-cib-report/>.

54 Facebook (23 septembre 2020), « Additional Steps to Protect Myanmar's 2020 Election ». <https://about.fb.com/news/2020/09/additional-steps-to-protect-myanmars-2020-election/>.

55 Myanmar Now (n.d.), « FACTCHECK ». <https://www.myanmar-now.org/mm/topics/2705>.

56 Mizzima. (n.d.), « MISINFORMATION BUSTERS ». <https://www.mizzimaburmese.com/news-category/32199>.

57 Hmue Angel (15 octobre 2020), « MIDO To Fact-Check Facebook News », *Myanmar Times*. <https://www.mmtimes.com/news/mido-fact-check-facebook-news.html>.

5 Inde

Deux problèmes notables ont surgi sur les médias sociaux indiens alors que le pays faisait face à la pandémie de coronavirus. Premièrement, un rassemblement du groupe islamique Tablighi Jamaat a été accusé de propager la COVID-19, et les médias et partis politiques nationalistes pro-hindous ont aggravé la situation en menant une véritable campagne⁵⁸ de diabolisation des musulmans indiens⁵⁹. Cette campagne a conduit à un boycott des entreprises et fournisseurs musulmans⁶⁰, à l'exclusion des musulmans de différents quartiers⁶¹ et à des actes de violence. L'autre sujet brûlant sur les médias sociaux est la campagne visant à retirer une publicité représentant un mariage interconfessionnel entre un homme musulman et une femme hindoue. Cette publicité a été accueillie avec indignation par les nationalistes hindous de droite, qui ont affirmé qu'il s'agissait d'un exemple de « Love Jihad » (djihad de l'amour), un processus par lequel les hommes musulmans courtiseraient et duperaient les femmes hindoues pour les pousser à les épouser et les convertir ensuite à l'Islam⁶². Des lois visant à mettre un terme au djihad de l'amour ont par conséquent été introduites dans plusieurs États dirigés par le parti indien du peuple (BJP)⁶³.

Ces deux questions ont pris de l'importance, partiellement en raison d'une présence nationaliste hindoue importante exploitant à la fois les médias traditionnels et les nouveaux médias pour diffuser de fausses informations⁶⁴. Les plateformes comme Facebook⁶⁵, WhatsApp⁶⁶ et Twitter⁶⁷ ont joué un rôle central dans l'amplification des récits et mésinformations nationalistes hindoues auprès d'un vaste public dans le pays, venant ainsi compléter les efforts menés par les organisations et partis politiques partisans de l'hindutva au Parlement et sur le terrain⁶⁸.

-
- 58 Banaji, S. et Ram Bhat (30 septembre 2020), « How anti-Muslim disinformation campaigns in India have surged during COVID-19 », *LSE Blogs*. <https://blogs.lse.ac.uk/covid19/2020/09/30/how-anti-muslim-disinformation-campaigns-in-india-have-surged-during-covid-19/>.
- 59 Desai, S. et Amarnath Amarasingam (2020), « #CoronaJihad COVID-19, Misinformation, and Anti-Muslim Violence in India », *ISD*. <https://strongcitiesnetwork.org/en/wp-content/uploads/sites/5/2020/06/CoronaJihad.pdf>.
- 60 Al Jazeera (29 avril 2020), « 'Do not buy from Muslims': BJP leader in India calls for boycott », *Al Jazeera*. <https://www.aljazeera.com/news/2020/4/29/do-not-buy-from-muslims-bjp-leader-in-india-calls-for-boycott>.
- 61 Ellis-Petersen, H. et Shaikh Azizur Rahman (13 avril 2020), « Coronavirus conspiracy theories targeting Muslims spread in India », *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/world/2020/apr/13/coronavirus-conspiracy-theories-targeting-muslims-spread-in-india>.
- 62 Desai, S. (22 octobre 2020), « The Shadowy Online Hindutva World That Killed The Tanishq Ad », *Article 14*. <https://www.article-14.com/post/the-shadowy-online-hindutva-world-that-killed-the-tanishq-ad>.
- 63 Seth, M. (15 janvier 2021), « Explained: Uttar Pradesh's 'love jihad' law, and why it could be implemented vigorously », *The Indian Express*. <https://indianexpress.com/article/explained/explained-uttar-pradeshs-love-jihad-law-and-why-it-could-be-implemented-vigorously-7066156/>.
- 64 Poonam, S. et S. Bansal (1^{er} avril 2019), « Misinformation Is Endangering India's Election », *The Atlantic*. <https://www.theatlantic.com/international/archive/2019/04/india-misinformation-election-fake-news/586123/>.
- 65 Desai, S. (6 octobre 2020), « The Hateful Facebook Adventures Of Ragini Tiwari & Friends », *Article 14*. <https://www.article-14.com/post/the-hateful-facebook-adventures-of-ragini-tiwari-friends>.
- 66 McLaughlin, T. (12 décembre 2018), « How WhatsApp Fuels Fake News and Violence in India », *Wired*. <https://www.wired.com/story/how-whatsapp-fuels-fake-news-and-violence-in-india/>.
- 67 Chaturvedi, S. (2016), *I Am a Troll: Inside the Secret World of the BJP's Digital Army* (Juggernaut Books).
- 68 Ali, M. (14 avril 2020), « The Rise of the Hindu Vigilante in the Age of WhatsApp and Modi », *Wired*. <https://www.wired.com/story/indias-frightening-descent-social-media-terror/>.

Création d'un environnement favorable à l'hindutva

L'hindutva, également connu sous le nom de nationalisme hindou, est une idéologie nationaliste religieuse de droite selon laquelle l'Inde est et doit être la patrie des hindous avant toute autre religion. Si les organisations prônant l'hindutva existent depuis l'époque précédant l'indépendance de l'Inde, elles évoluaient à l'époque en marge de la politique. Des groupes hindutvas tels que Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), créé dans les années 1920, ont toutefois mis en place des bases de soutien local solides au cours du siècle dernier. RSS et d'autres organisations hindutvas ont été propulsées sur le devant de la scène nationale en 1992 après la destruction du Babri Masjid, événement qui a marqué un tournant décisif dans la vie politique indienne. Après la prise de pouvoir du BJP en 2014, le parti et ses groupes affiliés ont essayé de consolider leur pouvoir et leur influence par le biais d'organisations hindutvas locales violentes, de pressions exercées sur les médias et de domination de la politique nationale.

Les plateformes de médias sociaux ont servi d'outil central au mouvement hindutva. Le BJP a mis en place une cellule informatique, un réseau d'influenceurs et de trolls destinés à dominer Twitter et les autres plateformes de médias sociaux, qui ont chacune une utilité propre⁶⁹. Il est important de noter que, si le BJP assure une présence importante et organisée sur ces médias sociaux, il ne constitue qu'un maillon de l'écosystème hindutva. Outre ses prouesses sur le terrain, l'environnement en ligne joue trois rôles importants : l'amplification de l'hindutva, la diabolisation de l'« autre » et la déformation des faits dans la sphère publique.

Amplification

Les médias sociaux servent à amplifier les récits créés et soutenus par les groupes hindutvas. Ils viennent compléter le message général que le BJP diffuse déjà localement. On dénombre par exemple au moins 300 000 tweets contenant le hashtag #CoronaJihad, qui renvoie à la conspiration selon laquelle les musulmans transmettraient délibérément la COVID-19 aux hindous⁷⁰. Un autre croque-mitaine populaire est le phénomène du djihad de l'amour, qui a refait surface après que plusieurs États dirigés par le BJP ont promis de légiférer sur l'interdiction des mariages interconfessionnels⁷¹. Parmi les autres sujets populaires liés à la victimisation hindoue, il convient également de mentionner l'utilisation du terme « hindouphobie » pour faire taire toutes les critiques émises contre l'hindouisme, l'hindutva ou le BJP.

Tout ceci se combine pour aider à repousser les valeurs libérales et pluralistes. Les partisans de l'hindutva envisagent fondamentalement l'Inde comme un État majoritaire dans lequel les hindous sont privilégiés. Les partisans de l'hindutva considèrent les piliers de l'indépendance de l'Inde, à savoir le pluralisme et la diversité, comme un désavantage pour la communauté majoritaire et une concession

69 *Ibid.*

70 Perrigo, W. (3 avril 2020), « It Was Already Dangerous to Be Muslim in India. Then Came the Coronavirus », *Time*. <https://time.com/5815264/coronavirus-india-islamophobia-coronajihad/>.

71 Srivastava, P. (22 novembre 2020), « Draft UP law on 'love jihad' proposes 5-yr jail, marriage annulment for 'forced conversion' », *The Print*. <https://theprint.in/judiciary/draft-up-law-on-love-jihad-proposes-5-yr-jail-marriage-annulment-for-forced-conversion/549637/>.

à l'égard des communautés religieuses minoritaires. Pour eux, l'Inde aurait dû être l'alternative hindoue au Pakistan islamique ; ainsi, la culture de la majorité religieuse (selon leur interprétation) doit être consacrée. S'il est peu probable que la majorité des hindous partage l'idéal hindutva d'une *rashtra* (nation) hindoue, ses adeptes ont impulsé le discours selon lequel l'Inde devrait être un État au service de la majorité hindoue.

Dénigration de l'« autre »

L'un des aspects du discours hindutva qui a gagné en notoriété sur le plan international est la diabolisation et la violence à l'égard de l'« autre ». Même si les opposants politiques et les communautés minoritaires, comme les dalits et les chrétiens, font régulièrement l'objet d'attaques, les musulmans sont les principales victimes des abus des partisans de l'hindutva. Les musulmans qui refusent d'accepter le discours hindutva sont présentés comme la « cinquième colonne ».

De fausses informations sont diffusées sur les médias sociaux concernant les intentions des musulmans vis-à-vis des hindous. Récemment, alors que la COVID-19 se propageait en Inde, des sites de fact-checking ont recensé différents cas de vidéos falsifiées de musulmans prétendument en train de cracher sur la nourriture hindoue pour répandre le virus⁷². Même avant la pandémie, des images d'armes supposément découvertes dans des mosquées ont été diffusées sur les médias sociaux afin de faire croire que les musulmans avaient des intentions violentes⁷³. Bien que les vidéos de musulmans en train de cracher et d'armes trouvées dans les mosquées aient été démenties à plusieurs reprises, de même que celles relatives au djihad de l'amour, les médias sociaux leur ont permis de fleurir⁷⁴. La capture d'écran reproduite à la page précédente, qui montre un message WhatsApp diffusé lors des manifestations anti-CAA au début de l'année 2020, fournit une parfaite illustration de ce phénomène.

Ces récits transmettent deux messages. Premièrement, ils mettent en lumière le danger que les musulmans et d'autres minorités représenteraient pour la société. Ensuite, ils sous-entendent l'existence d'une faille plus obscure, selon laquelle les pluralistes et les libéraux auraient non seulement refusé de s'attaquer à ce problème, mais auraient en outre fait des concessions au profit des musulmans. Ce dernier message est particulièrement important, puisqu'il représente un coup direct contre les différents partis politiques d'opposition au BJP, souvent attaqués par les organisations hindutvas pour leur « pseudo-laïcité » ou leur tendance à faire des concessions au profit des minorités.

72 Patel, J. (29 avril 2020), « Old video falsely shared as Muslims spitting on relief food during lockdown », *Alt News*. <https://www.altnews.in/old-videos-falsely-shared-as-muslims-spitting-on-relief-food-during-coronavirus-lockdown/>.

73 Sidharth, A. (24 juillet 2019), « Old photos, false claim: Weapons recovered from a mosque in Gujarat », *Alt News*. <https://www.altnews.in/old-photos-false-claim-weapons-recovered-from-a-mosque-in-gujarat/>.

74 The Federal (24 novembre 2020), « 'Love jihad' doesn't exist, says UP SIT after two months of investigation », <https://thefederal.com/states/north/uttar-pradesh/love-jihad-doesnt-exist-says-up-sit-after-two-months-of-investigation/>.

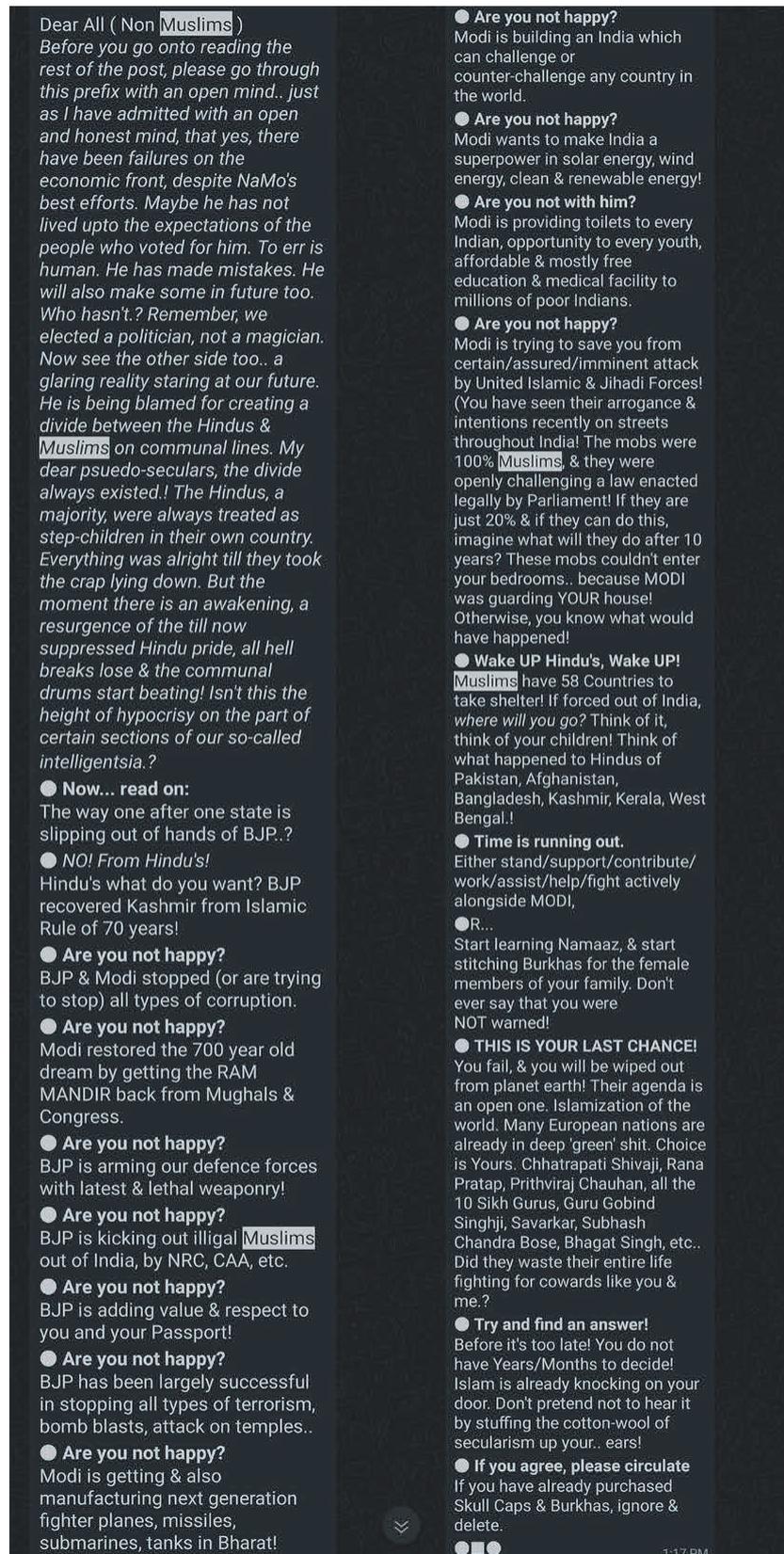


Figure 5: Messages WhatsApp échangés pendant les manifestations contre l'amendement à la loi sur la citoyenneté (CAA)

Déformation et détournement

Une large présence sur les médias sociaux permet aux nationalistes hindous de dominer, ou du moins de disputer, l'espace public. Cela se manifeste de trois manières : création d'un environnement en ligne hostile aux journalistes et universitaires critiques, diffusion de désinformations et détournement de l'attention⁷⁵. Tout ceci est facilité par une immense armée de trolls qui s'affairent pour essayer de contrôler les messages diffusés sur les plateformes de médias sociaux⁷⁶. Cette armée de trolls peut menacer et harceler les journalistes et universitaires qui critiquent le gouvernement dirigé par le BJP.

Les trolls diffusent des mensonges et des messages pro-hindutva sur différentes plateformes de médias sociaux, qui suivent souvent les thématiques et sujets mentionnés ci-dessus. Ceci est particulièrement fréquent lorsque certaines questions font l'objet d'une attention accrue. Prenons par exemple les mensonges relatifs au djihad de l'amour. Alors que la loi visant à lutter contre le djihad de l'amour était à l'étude, des internautes pro-hindutva partageaient de fausses histoires, de fausses vidéos ou de fausses images représentant des hommes musulmans en train de courtiser des femmes hindoues pour par la suite les convertir de force ou les assassiner⁷⁷. Alors que les organismes chargés de la vérification des faits et les journalistes mettaient tout en œuvre pour démentir ces mensonges⁷⁸, ces faux incidents étaient utilisés pour insister sur la « nécessité » d'une loi sur le djihad de l'amour.

En plus de déformer la sphère publique, l'environnement virtuel offre la possibilité de détourner l'attention. Le suicide d'un acteur important de Bollywood pendant la crise de la COVID-19 illustre bien ce phénomène⁷⁹. Cette histoire a pris énormément d'ampleur alors que l'Inde essayait des critiques sur sa gestion de la pandémie et l'intrusion de la Chine sur son territoire⁸⁰. Plutôt que de traiter ces questions, les médias pro-BJP ont mis l'histoire du suicide de l'acteur au premier plan, consacrant leurs heures de grande écoute à un procès médiatique contre la compagne du défunt acteur, elle-même actrice, accusée de l'avoir aidé à se suicider⁸¹. Il est de notoriété publique qu'un commentateur a été réprimandé et réduit au silence par le présentateur d'un journal télévisé lorsqu'il a mentionné que ce drame Bollywoodien avait eu lieu le même jour que la contraction du PIB de l'Inde et que l'intrusion de la Chine sur le territoire national⁸². À une période où le BJP aurait pu faire l'objet de critiques acerbes sur différentes questions, son environnement médiatique virtuel et ses agences de presse associées ont préféré faire du suicide d'un acteur la « principale histoire » de notre temps. En mettant cette

75 Sundaram, R. (2020), « Hindu nationalism's crisis machine », *HAU: Journal of Ethnographic Theory* vol. 3 n° 11 : p. 734–41. https://www.journals.uchicago.edu/doi/10.1086/712222#_i3.

76 Guinee, S. (21 mai 2019), « Journalists fighting fake news during Indian election face threats, abuse », *Committee to Protect Journalists*. <https://cpj.org/2019/05/india-elections-online-harassment-female-journalists/>.

77 Dhawan, Himanshi et Anam Ajmal (8 novembre 2020), « How the Myth of Love Jihad is Going Viral », *Times of India*. <https://timesofindia.indiatimes.com/home/sunday-times/how-the-myth-of-love-jihad-is-going-viral/articleshow/79111670.cms>

78 Archit. (20 novembre 2020), « Explicit Video of a Gym Workout Viral with False 'Love Jihad' Spin ». *Alt News*. <https://www.altnews.in/explicit-video-of-a-gym-workout-viral-with-false-love-jihad-spin/>.

79 Ramachandran, N. (7 octobre 2020), « Is India's Media Frenzy Over Sushant Singh Rajput's Death a Bollywood Circus or a Political Distraction? », *Variety*. <https://variety.com/2020/biz/news/india-media-sushant-singh-rajput-death-1234795033/>.

80 Bhagat, S. V. (3 octobre 2020), « Despite Crises, India Fixes Its Gaze on a Bollywood Tragedy », *The New York Times*. <https://www.nytimes.com/2020/10/03/world/asia/india-bollywood-sushant-singh-rajput.html>.

81 Pandey, G. (10 septembre 2020), « Rhea Chakraborty: Why is Indian TV Obsessed with Sushant Singh Rajput's Death? », *BBC News*. <https://www.bbc.com/news/world-asia-india-54098615>.

82 Ibid.

histoire sur le devant de la scène, ils ont ainsi complété les messages diffusés par le BJP, qui cherchait à détourner l'attention du public des problèmes de gouvernance.

Les limites à la modération de contenu

La modération de contenu par les sociétés de médias sociaux est particulièrement difficile en Inde. Premièrement, la taille et la diversité mêmes du pays signifient que les contenus sont difficiles à surveiller. Avec 22 langues officielles et un grand nombre de langues non officielles, la modération constitue en soi un défi important. Cela facilite la multiplication des messages hindutvas sur les différentes plateformes comme Twitter, Facebook et WhatsApp.

Deuxièmement, les sociétés de médias sociaux sont elles-mêmes confrontées à leurs propres luttes intestines en Inde. La force du BJP en Inde a également influencé les politiques de modération des cadres travaillant pour ces entreprises. L'ancienne haute responsable politique de Facebook Inde a refusé de sévir contre les discours haineux de représentants politiques du BJP au nom de ses liens étroits avec des représentants du gouvernement⁸³, la crainte de représailles de la part des groupes locaux promouvant la haine⁸⁴ et la peur d'endommager les perspectives commerciales de la société dans le pays.

Certains signes pointent même vers l'existence d'un mini-écosystème de trolls indisciplinés se retournant contre les symboles de l'hindutva. Si ce segment de l'écosystème hindutva n'est pas aussi organisé ou présent que les armées de troll dirigées par le BJP, il voit Modi comme un partisan de la politique d'apaisement vis-à-vis des musulmans, lui attribuant parfois le sobriquet de « Maulana Modi ». Si elles sont encore marginales sur les médias sociaux, certaines figures situées à l'extrême droite du mouvement hindutva semblent clairement commencer à endosser des rôles de plus en plus importants. Parmi elles, citons des ministres indiens comme Yogi Adityanath, et la députée Pragya Thakur, précédemment critiquée par d'autres membres du BJP⁸⁵.

Le rôle important que continuent de jouer les médias sociaux hindutvas dans la sphère des médias sociaux indiens ouvre la voie à d'autres extrémistes qui jugent leurs homologues trop modérés. Compte tenu des messages diffusés en ligne, cette situation est très préoccupante pour toute personne cherchant à instaurer l'harmonie sociale, en particulier dans la plus grande démocratie du monde.

83 Horwitz, Jeff et Newley Purnell (30 août 2020), « Facebook Executive Supported India's Modi, Disparaged Opposition in Internal Messages ». *The Wall Street Journal*. <https://www.wsj.com/articles/facebook-executive-supported-indias-modi-disparaged-opposition-in-internal-messages-11598809348>.

84 Horwitz, Jeff et Newley Purnell (13 décembre 2020), « In India, Facebook Fears Crackdown on Hate Groups Could Backfire on its Staff ». *The Wall Street Journal*. <https://www.wsj.com/articles/in-india-facebook-fears-crackdown-on-hate-groups-could-backfire-on-its-staff-11607871600>.

85 The Times of India (28 novembre 2019), « BJP condemns Pragya Thakur's remarks on Godse, drops her from defence panel ». <https://timesofindia.indiatimes.com/india/godse-remarks-pragya-thakur-dropped-from-defence-panel-stopped-from-attending-meetings-of-bjp-parliamentary-party/articleshow/72271531.cms>.

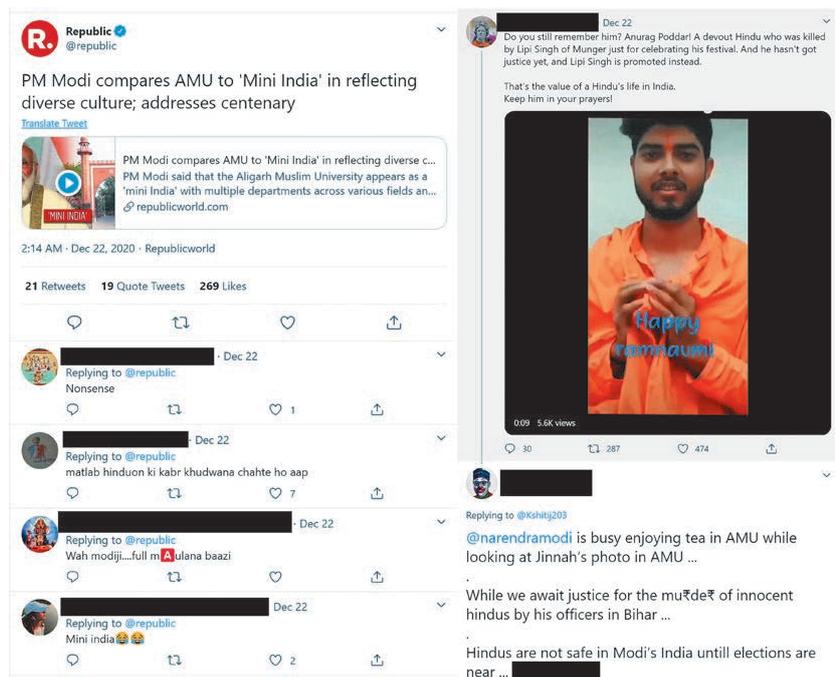


Figure 6: Commentaires Twitter rassemblés le 23 décembre 2020. Republic est une chaîne d'informations indienne connue pour ses opinions pro-BJP. AMU est une université principalement musulmane située à Aligarh, en Inde.

6 Conclusion

Les quatre pays étudiés dans cette note stratégique illustrent l'éventail des retombées potentielles de l'exploitation des médias sociaux et plateformes de messagerie instantanée par des acteurs malveillants. L'Indonésie, les Philippines, le Myanmar et l'Inde ont certes tous des histoires de conflits distinctes, mais présentent des caractéristiques similaires quant à la façon dont les technologies peuvent exacerber la polarisation et la violence existantes.

La modération de contenu est souvent la solution à laquelle les sociétés technologiques ont recours pour refuser de donner un espace aux organisations extrémistes violentes et non violentes, mais sa réussite dépend en grande partie de l'environnement politique national. Les contenus extrémistes propagés par les organisations et individus entretenant des liens étroits avec les gouvernements ou partisans pro-gouvernements sont gérés différemment des contenus extrémistes anti-étatiques. L'hésitation des sociétés technologiques sur la question de savoir s'il convenait ou non de supprimer les contenus pro-BJP, pro-FPI ou pro-NLD symbolise bien les tensions entre, d'une part, l'exécution de politiques générales de modération et, d'autre part, la reconnaissance de ce qui est considéré comme des propos autorisés dans les pays. De Mindanao à Mumbai, différents groupes sont capables de contourner les restrictions des conditions de service, qu'il s'agisse d'extrémistes violents affiliés à l'EI à Ranao ou de trolls politiques anti-BJP. Les restrictions ne sont pas prises au hasard, mais sont imposées contre des adversaires agiles.

Aucune intervention technique ne peut résoudre le problème sous-jacent de la mise à l'écart et de la diabolisation des groupes marginalisés. La polarisation des discours au travers de mêmes ou de longs manifestes idéologiques est symptomatique de profondes divisions ethniques, religieuses et de classe. Les batailles électorales à tous niveaux donnent aux militants politiques la motivation pour tenir des propos déshumanisants dans le cadre d'une stratégie délibérée, mais souvent cynique, pour obtenir plus de votes. Dans ce contexte, les interventions comme la suppression de contenus ne peuvent qu'alimenter davantage la polarisation, voire servir de justification à des violences dans la vie réelle. Autoriser un certain degré d'animosité sur la toile peut avoir une fonction cathartique pour prévenir les dommages dans le monde réel.

La distinction entre la vie en ligne et la vie réelle peut, au bout du compte, être considérée comme un exercice prétentieux. Les médias sociaux et les plateformes de communication instantanée continuent à être fabriqués à partir du tissu de la vie quotidienne. L'outil est aujourd'hui devenu le message. Il serait plus prudent de considérer les activités malveillantes en ligne comme une extension de l'expérience humaine plutôt que comme un problème en tant que tel.

Contexte politique

Cette section a été rédigée par Armida van Rij et Lucy Thomas, toutes deux adjointes de recherche au Policy Institute du King's College, à Londres. Elle fournit un aperçu du contexte politique dans lequel s'inscrit ce rapport.

Introduction

Le terrorisme n'est pas un phénomène nouveau. S'il est presque impossible de vérifier quand le premier attentat terroriste a eu lieu dans l'histoire de l'humanité, certains historiens estiment que l'un des premiers actes de terreur aurait eu lieu en 68 av. J.-C., date à laquelle des pirates ont attaqué et mis à feu Ostie, le port de Rome⁸⁶. Le recours à la violence à des fins idéologiques et/ou politiques ne date clairement pas d'hier, contrairement aux moyens utilisés par les terroristes pour recruter, se manifester et s'organiser. L'apparition des médias sociaux et des plateformes en ligne suscite de plus en plus d'inquiétudes. Au cours des dix dernières années, les terroristes ont utilisé les médias sociaux pour atteindre leurs propres objectifs, des activités qui sont de plus en plus limitées et illégales. Les décideurs politiques ont du mal à faire face aux évolutions technologiques qui permettent aux terroristes de mener leurs activités en ligne.

Nous étudions dans ce rapport le paysage politique et la législation en vigueur dans neuf pays et organisations pour lutter contre l'extrémisme, la propagation des discours haineux et d'autres contenus illégaux en ligne. Nous abordons également les difficultés auxquelles sont confrontés les décideurs politiques dans leur lutte contre l'extrémisme en ligne, ainsi que certaines des principales parties prenantes concernées.

Médias sociaux, intolérance et extrémisme : relever les défis et évaluer les nouvelles avancées

Canada

Fin janvier 2017, un Québécois du nom d'Alexandre Bissonnette a ouvert le feu sur le Centre culturel islamique de la ville de Québec, faisant six morts et cinq blessés. L'étude de sa présence sur les médias sociaux a découvert que Bissonnette avait joué un rôle actif dans des cercles racistes et d'extrême droite en ligne avant la fusillade, et consultait régulièrement les comptes Twitter de théoriciens du complot, de nationalistes blancs et de personnalités de la droite alternative comme Ben Shapiro et Alex Jones d'InfoWars⁸⁷.

⁸⁶ <https://www.nytimes.com/2006/09/30/opinion/30harris.html>.

⁸⁷ Riga, A. (17 avril 2018), « Quebec Mosque Killer Confided He Wished He Had Shot More People, Court Told », *Montreal Gazette*. <https://montrealgazette.com/news/local-news/quebec-mosque-shooter-alexandre-bissonnette-trawled-trumps-twitter-feed/>. Voir également : Mahrouse, G. (2018), « Minimizing and denying racial violence: Insights from the Quebec Mosque shooting », *Revue Femmes et Droit*, vol. 30, n° 3, p. 471–93.

Le gouvernement canadien a porté une attention accrue et multiplié les investissements dans la lutte contre l'extrémisme violent (LEV) après l'attentat de Bissonnette, qui a mis en lumière les liens entre activité en ligne et préjugés dans la vie réelle. Les efforts et initiatives déployés par le Canada en matière de LEV ne constituent qu'une partie d'une politique holistique plus vaste de LEV. Sa réponse à l'extrémisme violent en ligne, telle qu'énoncée dans sa Stratégie nationale de lutte contre la radicalisation menant à la violence⁸⁸, a trois objectifs : concevoir des contre-discours en collaboration avec la société civile, appuyer la recherche universitaire en vue de l'élaboration de politiques efficaces et coparrainer des initiatives internationales en collaboration avec des sociétés technologiques.

En ce qui concerne l'appui à la recherche en matière de LEV, en 2019, le Canada a confié à Tech Against Terrorism, une initiative internationale parrainée par les Nations Unies travaillant avec le secteur mondial des technologies, la mission de développer une Plateforme d'analyse des contenus à caractère terroriste (TCAP), une base de données qui héberge des supports et contenus terroristes vérifiés provenant de sources libres de droits et d'ensembles de données existants⁸⁹. Cette plateforme peut servir de dispositif d'alerte en direct pour les sites Internet modestes n'ayant pas nécessairement les capacités ou les ressources pour se conformer aux réglementations relatives à la suppression des contenus malveillants et extrémistes.

La TCAP s'appuie sur des mécanismes de modération automatisée de contenu fondés sur l'apprentissage automatique et le traitement automatique du langage naturel, qui s'appuient sur l'analyse de données pour entraîner l'IA à reconnaître les éléments caractérisant les contenus préjudiciables en ligne (logos, drapeaux de l'EI, etc.), afin d'identifier et de signaler les vidéos futures présentant des éléments similaires ou identiques. La TCAP, en sa qualité de première plateforme unifiée consacrée au contenu à caractère terroriste en ligne, est une véritable mine d'or d'informations pour les développeurs, les chercheurs et les décideurs politiques. En fournissant des contenus à caractère terroriste vérifiés provenant de différentes plateformes sous forme d'archive historique, la TCAP pourrait réaliser une avancée technologique significative dans la lutte contre l'extrémisme violent en ligne. Le gouvernement canadien, en sa qualité de coparrain de la plateforme, a montré combien les investissements ciblés et intelligents dans des initiatives transsectorielles pouvaient donner à la recherche, à l'industrie et à la société civile la possibilité de collaborer.

Enfin, le gouvernement canadien est partie à un ensemble d'initiatives internationales et transsectorielles. Au lendemain de l'attentat contre la mosquée de Christchurch en mars 2019, le Premier ministre Justin Trudeau s'est joint à l'Appel de Christchurch, un engagement regroupant des États et le secteur des technologies et visant à « supprimer les contenus terroristes et extrémistes violents en ligne »⁹⁰. Outre l'appui à certaines évolutions techniques visant à repérer et supprimer les contenus à caractère extrémiste, tels que la base de données hash du Forum mondial de l'Internet contre

88 « Stratégie nationale de lutte contre la radicalisation menant à la violence », Sécurité publique Canada. <https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrcs/pblctns/ntnl-strtg-cntrng-rdclztn-vlnc/index-fr.aspx#s7>

89 La TCAP est également mentionnée dans la partie « Contexte politique » du rapport du GNET intitulé « Décrypter la haine : emploi de l'analyse de texte expérimentale aux fins de classification des contenus à caractère terroriste ». Disponible à l'adresse : https://gnet-research.org/wp-content/uploads/2020/09/GNET-Report-Decoding-Hate-Using-Experimental-Text-Analysis-to-Classify-Terrorist-Content_FRENCH.pdf

90 Voir <https://www.appeldechirstchurch.com/>

le terrorisme (GIFCT) – l'appel à l'action incite également les États à appuyer les cadres et activités de renforcement des capacités et de sensibilisation visant à empêcher l'exploitation des services numériques aux fins de diffusion de contenus à caractère terroriste et extrémiste violent⁹¹.

Union européenne

L'UE a adopté un code de conduite visant à combattre les discours de haine illégaux en ligne en mai 2016, en collaboration avec quatre sociétés technologiques : Facebook, Microsoft, Twitter et YouTube. Cette initiative visait à répondre à la montée des discours de haine racistes et xénophobes en ligne. Le code a pour objectif de veiller au traitement rapide des demandes de suppression de contenu. En d'autres termes, les entreprises s'engagent à examiner la majorité des demandes dans les 24 heures et à supprimer les contenus si nécessaire – tout en respectant la liberté d'expression⁹². Depuis sa mise en place, d'autres sociétés de médias sociaux, comme SnapChat et Instagram – qui appartient à Facebook – se sont jointes à l'initiative. Si cette initiative est louable, il n'existe aucune mesure quantitative de « la majorité » des contenus. Le deuxième problème est que nous savons que les contenus à caractère terroriste reçoivent la majorité de leurs visites dans les premières heures suivant leur mise en ligne. Si ces statistiques varient pour les contenus qui ne sont pas axés sur le terrorisme, la fenêtre de 24 heures peut encore être trop grande pour laisser les contenus inappropriés en ligne.

En plus du code de conduite, la Commission européenne est actuellement en train d'élaborer un cadre réglementaire complet sur les « responsabilités des services de la société de l'information dans la lutte contre toutes les formes de contenus illicites en ligne »⁹³. D'après la Commission, les contenus illicites englobent l'incitation au terrorisme, mais également les problèmes comme les discours haineux et les contenus pédopornographiques. Dans le cadre de cette réglementation, la Commission a introduit une loi relative aux services numériques, qui visera à « réguler l'écosystème en ligne dans toute une série de domaines, y compris ... les contenus choquants »⁹⁴. En 2018, la Commission a adopté une « communication sur la lutte contre les contenus illicites en ligne », qui a servi de base à la rédaction de directives et de principes visant à aider les plateformes à lutter contre les contenus illicites en ligne. Cette communication a pour objet de « faciliter et intensifier la mise en œuvre de bonnes pratiques pour prévenir, détecter, supprimer et désactiver l'accès aux contenus illicites, de façon à en garantir la suppression effective »⁹⁵. La Commission a par ailleurs publié une recommandation sur les mesures permettant de lutter efficacement contre les contenus illicites en ligne. Cette recommandation propose une approche commune de la détection, de la suppression et de la prévention de la réapparition des contenus illicites en ligne fondée sur les mesures suivantes : adoption de procédures de « notification et action » plus claires, équivalant à

91 Voir <https://www.gifct.org/joint-tech-innovation/>

92 Voir https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/qanda_20_1135

93 Voir https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/qanda_20_1135/

94 Stolton, S. (23 juin 2020), « Platform clamp down on hate speech in run up to Digital Services Act », *EURACTIV*. <https://www.euractiv.com/section/digital/news/platforms-clamp-down-on-hate-speech-in-run-up-to-digital-services-act/>

95 Voir <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/news/communication-tackling-illegal-content-online-towards-enhanced-responsibility-online-platforms>

des règles plus transparentes; déploiement d'outils plus efficaces pour supprimer les contenus illicites et exploitation de technologies proactives; mise en place de meilleures protection pour garantir le respect des droits fondamentaux; attention accrue aux petites entreprises via le partage des meilleures pratiques et des meilleures solutions technologiques; coopération plus étroite avec les autorités compétentes⁹⁶.

France

En France, les sociétés de médias sociaux sont désormais obligées de supprimer les discours haineux dans un délai de 24 heures après leur mise en ligne, sous peine d'amende⁹⁷. Cette loi oblige les sociétés technologiques à retirer les contenus extrémistes dans l'heure suivant la réception d'un ordre de la police française, au risque de se voir imposer une amende allant jusqu'à 4 % de leurs revenus totaux. L'autorité française de régulation de l'audiovisuel, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), a le pouvoir d'imposer des amendes aux sociétés technologiques contrevenantes. L'un des principaux défis pour certaines plateformes est la remise en ligne de contenus précédemment détectés et supprimés. Pourtant, en France, la tendance amorcée par la Cour de cassation semble être l'absence d'obligation pour les plateformes de prévenir la réapparition de contenu précédemment retiré – impliquant ainsi une portée limitée du devoir de diligence des entreprises de médias sociaux⁹⁸. Les procédures de notification et action se limitent aux contenus illicites, qui peuvent inclure des contenus extrémistes sans pour autant en englober la totalité.

En 2018, la France a approuvé la loi n° 2018-1202 relative à la « lutte contre la manipulation de l'information ». Celle-ci vise à « mieux protéger la démocratie contre les diverses formes de diffusion intentionnelle de fausses nouvelles »⁹⁹. L'accent est particulièrement mis sur les périodes électorales, politiquement sensibles. Pendant ces périodes, la loi dispose qu'il existe une « obligation de transparence pour les plateformes, qui devront signaler les contenus sponsorisés, en publiant le nom de leur auteur et la somme payée. Celles qui dépassent un certain volume de connexions par jour devront avoir un représentant légal en France et rendre publics leurs algorithmes. »¹⁰⁰. Deuxièmement, la loi crée « une action judiciaire en référé pour pouvoir faire cesser rapidement la circulation de fausses nouvelles »¹⁰¹. En dehors des périodes électorales, la loi assigne aux sociétés de médias sociaux et plateformes en ligne un « devoir de coopération » pour combattre la diffusion de fausses informations¹⁰². C'est le CSA qui a été chargé de garantir le respect de ces mesures. Il a également l'autorité pour « empêcher, suspendre ou interrompre la diffusion de services de télévision contrôlés par un État étranger »¹⁰³.

96 Voir <https://ec.europa.eu/digital-single-market/en/illegal-content-online-platforms>

97 [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2020/655135/IPOL_STU\(2020\)655135_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2020/655135/IPOL_STU(2020)655135_EN.pdf), p. 68.

98 Commission européenne (2018), https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/soteu2018-preventing-terrorist-content-online-regulation-640_en.pdf, p. 10.

99 Gouvernement français, « Contre la manipulation de l'information », <https://www.gouvernement.fr/action/contre-la-manipulation-de-l-information>.

100 *Ibid.*

101 *Ibid.*

102 *Ibid.*

103 *Ibid.*

Ghana

Le Ghana a peu d'expérience en matière d'attentats terroristes¹⁰⁴, et le gouvernement ghanéen n'a par conséquent pas eu besoin de mettre en place une stratégie agressive en matière de LEV. Par comparaison, le Nigéria, voisin du Ghana, se trouve aux prises d'attentats terroristes majeurs depuis plusieurs années. Des groupes extrémistes comme Boko Haram et l'État islamique en Afrique de l'Ouest ont mené des attentats choquants, comme l'enlèvement tristement célèbre dans le monde entier d'étudiantes en avril 2014¹⁰⁵ et les massacres de janvier 2015¹⁰⁶. Boko Haram utilise différents médias sociaux comme Twitter, Facebook et Telegram pour annoncer des décapitations et des enlèvements et diffuser des messages antigouvernementaux dans le but d'attirer de nouvelles recrues¹⁰⁷. Début 2013, le gouvernement nigérian a riposté en durcissant ses lois et sa gouvernance en matière de lutte antiterroriste. Outre le renforcement des institutions de l'État chargées de la lutte contre le terrorisme, le gouvernement s'est également octroyé le droit d'arrêter et de poursuivre les individus soupçonnés de terrorisme et de prononcer la peine de mort contre les personnes reconnues coupables d'avoir commis ou planifié un acte terroriste¹⁰⁸.

En ce qui concerne la modération des contenus à caractère extrémiste en ligne, le voisin régional du Ghana a donc opté pour un mode de gouvernance traditionnel, descendant et centré sur l'État. Cette forme de gouvernance met davantage l'accent sur les mesures législatives répressives que sur les initiatives collaboratives ou éducatives transsectorielles ou de la société civile. Ce mode de gouvernance centrée sur l'État peut produire des résultats dangereux et imprévus, tels que le blocage d'Internet par les pouvoirs publics ou l'exploitation des réseaux sociaux par le gouvernement pour éliminer l'opposition politique¹⁰⁹. Certains dirigeants africains ont exploité l'héritage laissé par des lois coloniales violentes, historiquement utilisées pour violer les libertés citoyennes et « justifier de nombreuses (...) tentatives de requêtes extrajudiciaires adressées au secteur privé »¹¹⁰. Les médias sociaux et les fournisseurs d'accès à Internet ont dû répondre à des requêtes extrajudiciaires de blocage de la part des gouvernements, suscitant ainsi des inquiétudes sur la censure et la violation de la liberté d'expression¹¹¹.

Les groupes de la société civile et les journalistes s'intéressent de près à la façon dont le Ghana régulera les plateformes de médias sociaux, compte tenu des événements récents suggérant que les préjudices subis dans la vie réelle pourraient naître d'une utilisation abusive

104 Voir également la section « Contexte politique » du rapport GNET intitulé « Intelligence artificielle et lutte contre l'extrémisme violent : rapport introductif ». https://gnet-research.org/wp-content/uploads/2020/09/GNET-Report-Artificial-Intelligence-and-Countering-Violent-Extremism-A-Primer_FRENCH.pdf.

105 Mbah, F. (2019), « Nigeria's Chibok schoolgirls: Five years on, 112 still missing », Al Jazeera. <https://www.aljazeera.com/news/2019/4/14/nigerias-chibok-schoolgirls-five-years-on-112-still-missing>.

106 Amnesty International (2018), « Boko Haram Baga attacks: satellite images reveal destruction ». <https://www.amnesty.org.uk/nigeria-boko-haram-doron-baga-attacks-satellite-images-massacre>.

107 Programme des Nations Unies pour le développement and RAND (2018), « Social Media in Africa ». <https://www.africa.undp.org/content/rba/en/home/library/reports/social-media-in-africa-.html>.

108 « Nigeria: Extremism & Counter Extremism », Counter-Extremism Project. <https://www.counterextremism.com/countries/nigeria>.

109 Ilori, T. (2020), « Content Moderation Is Particularly Hard in African Countries », Information Society Project at Yale Law School. <https://law.yale.edu/isp/initiatives/wikimedia-initiative-intermediaries-and-information/wiii-blog/moderate-globally-impact-locally-content-moderation-particularly-hard-african-countries>.

110 Ilori, T. (2020), « Stemming digital colonialism through reform of cybercrime laws in Africa », Information Society Project at Yale Law School. <https://law.yale.edu/isp/initiatives/wikimedia-initiative-intermediaries-and-information/wiii-blog/stemming-digital-colonialism-through-reform-cybercrime-laws-africa>.

111 Ranking Digital Rights, « 2019 RDR Corporate Accountability Index ». <https://rankingdigitalrights.org/index2019/assets/static/download/RDRindex2019report.pdf>.

des médias sociaux¹¹². Par exemple, le chef de la police ghanéenne a annoncé la possibilité de bloquer les réseaux sociaux avant les élections de 2016, ce qui n'a heureusement pas eu lieu¹¹³. De plus, les lois permissives relatives à la liberté d'expression dans le pays ont laissé fleurir les discours haineux et le harcèlement en ligne (des femmes en particulier)¹¹⁴. Alors que les appels à une régulation plus stricte des plateformes de médias sociaux se font plus pressants, les autorités ghanéennes devraient se rapprocher de la société civile et des initiatives transsectorielles et produire toute stratégie de LEV future en partenariat avec elles.

Japon

Le Japon a adopté deux approches différentes de la LEV en ligne, qui distinguent les notions de menace terroriste étrangère ou intérieure. Les activités datant de la Guerre froide destinées à lutter contre la menace communiste ostensible ont laissé leur marque sur la manière dont le Japon traite les menaces intérieures. Les réponses sont largement coordonnées par les forces de l'ordre. La police préfectorale (supervisée par l'Agence de police nationale) et l'Agence d'investigation de sécurité publique (l'agence japonaise de renseignement) dirigent la collecte de renseignements et les activités antiterroristes sur le territoire¹¹⁵.

Les systèmes traditionnels de répression et de sécurité sont donc mobilisés pour répondre aux activités terroristes intérieures menées en ligne. Le Japon est le leader mondial en matière de développements technologiques innovants, ce qui se reflète dans sa stratégie sécuritaire. Les pouvoirs publics japonais ont beaucoup investi dans la création de solutions d'intelligence artificielle, notamment des systèmes de reconnaissance faciale de grande échelle, d'authentification biométrique et de détection comportementale¹¹⁶. Ces solutions suggèrent un modèle de gouvernance axé sur la détection précoce et la prévention, appliqué à l'aide de tactiques répressives et sécuritaires traditionnelles.

En appui à ces efforts, l'ancien Premier ministre Shinzo Abe a fait passer de force un projet de loi antiterroriste « brutal »¹¹⁷ au Parlement à la mi-2017¹¹⁸. Ce projet de loi érige en infraction les préparatifs pour commettre 270 « infractions graves », y compris les sit-ins de protestation et la violation des droits d'auteur d'œuvres musicales,

112 Majama, K. (2019), « Africa in urgent need of a homegrown online rights strategy », Association for Progressive Communications. <https://www.apc.org/en/news/africa-urgent-need-homegrown-online-rights-strategy>.

113 Olukotun, D. (16 août 2019), « President of Ghana says no to internet shutdowns during coming elections », AccessNow. <https://www.accessnow.org/president-ghana-says-no-internet-shutdown-elections-social-media/>.

114 Endert, J. (2018), « Digital backlash threatens media freedom in Ghana », DW Akademie. <https://www.dw.com/en/digital-backlash-threatens-media-freedom-in-ghana/a-46602904>.

115 Kotani, K. (2013), « A Reconstruction of Japanese Intelligence: Issues and Prospects », in: Philip H. J. Davies et Kristian C. Gustafson (dir.), *Intelligence Elsewhere: Spies and Espionage Outside the Anglosphere* (Washington D.C.: Georgetown University Press), p. 181–99.

116 Gouvernement du Japon, « All is Ready for a Safe and Secure Tokyo Games », automne/hiver 2019. <https://www.japan.go.jp/tomodachi/2019/autumn-winter2019/tokyo2020.html>; NEC Corporation (2015), « NEC Becomes a Gold Partner for the Tokyo 2020 Olympic and Paralympic Games ». https://www.nec.com/en/press/201502/global_20150219_01.html; Kyodo News (29 janvier 2018), « Kanagawa police eye AI-assisted predictive policing before Olympics ». <https://english.kyodonews.net/news/2018/01/5890d824baaf-kanagawa-police-eye-ai-assisted-predictive-policing-before-olympics.html>.

117 Allen-Ebrahimian, B. (16 juin 2017), « Japan Just Passed a 'Brutal,' 'Defective' Anti-Terror Law », *Foreign Affairs*. <https://foreignpolicy.com/2017/06/16/japan-just-passed-a-brutal-defective-anti-terror-law/>.

118 Le projet de loi a été adopté « de façon inhabituelle, sans être soumis au vote de la Commission des affaires judiciaires de la Chambre haute ». Fédération des barreaux du Japon (15 juin 2017), « Statement on the Enactment of the Bill to Revise the Act on Punishment of Organized Crimes and Control of Crime Proceeds, including the Criminalization of Conspiracy ». <https://www.nichibenren.or.jp/en/document/statements/170615.html>.

et son application s'étend aux médias sociaux¹¹⁹. Les défenseurs des droits de l'homme ont exprimé leurs inquiétudes vis-à-vis de cette loi, compte tenu de sa portée et des vastes pouvoirs de surveillance qu'il octroie aux forces de l'ordre japonaises¹²⁰.

En ce qui concerne les activités de lutte contre le terrorisme international, l'approche adoptée par le Japon se distingue considérablement de sa stratégie de criminalisation mise en œuvre à l'échelle nationale. Ses efforts sont régionaux, coopératifs et fondés sur le renforcement des capacités. L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) est le forum par lequel passe une grande partie des efforts menés par le Japon pour lutter contre le terrorisme étranger¹²¹. Les déclarations de l'ANASE engagent les signataires à « prévenir, empêcher et combattre le terrorisme international grâce à l'échange d'informations, le partage de renseignements et le renforcement des capacités », établissant ainsi un précédent en matière de coopération régionale pour la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme¹²². Le Japon a accueilli à deux reprises le Dialogue ANASE-Japon sur la lutte contre le terrorisme, et dirigé des discussions bilatérales avec différents acteurs mondiaux¹²³. Par exemple, fin 2019, le Japon et le Royaume-Uni ont échangé sur « la situation actuelle en matière de terrorisme international, les mesures à prendre à l'échelle nationale pour lutter contre le terrorisme, ainsi que la coopération actuelle en vue du renforcement des capacités de lutte antiterroriste, en particulier dans les pays tiers [sic] »¹²⁴.

Il n'est pas clair dans quelle mesure les efforts menés par le Japon à l'échelle régionale sont performants, donnant aux pouvoirs publics l'autorisation de poursuivre une approche basée sur la sécurité, le maintien de l'ordre et la surveillance sur son propre territoire. Toute stratégie significative en matière de LEV doit prendre en compte les groupes de la société civile et respecter les droits des citoyens à la liberté et à la vie privée, plutôt que de camoufler les efforts déployés pour les réduire dans le cadre d'une approche répressive.

Nouvelle-Zélande

À l'instar du Canada (voir plus haut), la stratégie antiterroriste générale de la Nouvelle-Zélande dispose que de nombreux organismes et agences travaillant en collaboration dirigent la lutte contre l'extrémisme violent en ligne. Ces organes vont du Comité du Cabinet chargé des relations extérieures et de la sécurité aux agences de communication des services de police, de renseignement et de sécurité, en passant par les organismes chargés des affaires étrangères, du commerce, de la défense, du transport, de l'innovation et du développement.

119 McCurry, J. (15 juin 2017), « Japan passes "brutal" counter-terror law despite fears over civil liberties », *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/world/2017/jun/15/japan-passes-brutal-new-terror-law-which-opponents-fear-will-quash-freedoms>; Adelstein, J. (15 juin 2017), « Japan's Terrible Anti-Terror Law Just Made "The Minority Report" Reality », *The Daily Beast*. <http://www.thedailybeast.com/japans-terrible-anti-terror-law-just-made-the-minority-report-reality>.

120 Fédération des barreaux du Japon (15 juin 2017), « Statement on the Enactment of the Bill to Revise the Act on Punishment of Organized Crimes and Control of Crime Proceeds, including the Criminalization of Conspiracy ». <https://www.nichibenren.or.jp/en/document/statements/170615.html>.

121 « Japan: Extremism & Counter Extremism », Counter-Extremism Project. <https://www.counterextremism.com/countries/japan>.

122 « ASEAN-Japan Joint Declaration for Cooperation to Combat International Terrorism », ANASE. https://asean.org/?static_post=asean-japan-joint-declaration-for-cooperation-to-combat-international-terrorism-2.

123 « Japan: Extremism & Counter Extremism », Counter-Extremism Project. <https://www.counterextremism.com/countries/japan>.

124 Ministère des Affaires étrangères du Japon (4 décembre 2019), « The 4th Japan-the UK Counter-Terrorism Dialogue ». https://www.mofa.go.jp/fp/is_sc/page1e_000297.html.

La Nouvelle-Zélande est vue d'un bon œil dans la sphère internationale pour son leadership dans les initiatives transnationales et transsectorielles. L'Appel de Christchurch pour supprimer les contenus terroristes et extrémistes violents en ligne, lancé après la fusillade choquante de la mosquée de Christchurch en mars 2019, est le fruit d'un partenariat entre différents chefs d'État et sociétés technologiques et de médias sociaux¹²⁵. La protection de la liberté d'expression et de la vie privée est au cœur de cet appel, de même que les efforts législatifs solides pour lutter contre l'extrémisme violent en ligne et les cadres et activités de sensibilisation et de renforcement des capacités.

Puisque l'auteur de la fusillade contre la mosquée de Christchurch était largement motivé par le contenu radical qu'il consommait en ligne, l'Appel de Christchurch engage également les sociétés, y compris Amazon, Facebook, Google, Twitter et YouTube, à adopter des normes sectorielles plus strictes en matière de responsabilité et de transparence. Par exemple, les plateformes doivent assurer l'exécution de leurs normes communautaires et conditions de service en accordant la priorité aux mesures de modération et de suppression de contenu et en identifiant les contenus en temps réel pour examen et évaluation. Le partenariat déploie des efforts en conjonction avec la société civile pour promouvoir des activités communautaires afin d'intervenir dans les processus de radicalisation en ligne.

L'Appel de Christchurch a également servi de support au processus de révision du GIFCT. Dans le cadre de ce processus, le mandat du GIFCT a été élargi pour inclure un ensemble d'activités de prévention, de riposte et d'éducation dans les efforts de lutte contre l'extrémisme violent en ligne¹²⁶.

Les efforts menés par la Nouvelle-Zélande pour coparrainer un ensemble d'initiatives mondiales transsectorielles montrent l'approche horizontale adoptée par le pays pour régir l'utilisation des plateformes technologiques par les extrémistes. Cette démarche englobe des structures conventionnelles dédiées à la sécurité et au renseignement, ainsi que des initiatives rassemblant des professionnels, des chercheurs, des décideurs politiques et les dirigeants du secteur des technologies qui unissent leurs forces pour apporter des réponses aux menaces extrémistes violentes apparaissant sur la toile.

Royaume-Uni

La stratégie du Royaume-Uni en matière de lutte contre l'utilisation des plateformes en ligne par les groupes extrémistes suit un mode de gouvernance traditionnel axé sur les institutions de l'État. L'agence principale responsable de la législation en matière de lutte antiterroriste est le ministère de l'Intérieur (Home Office), qui travaille en coordination avec le quartier-général des communications du gouvernement, la principale organisation nationale chargée des questions de sécurité et de renseignement. Le ministère de l'Intérieur a aussi créé des initiatives et organes spécifiques, tels que le Conseil du Royaume-Uni pour la sécurité d'Internet, l'Office national de sécurité antiterroriste et la Commission de lutte contre l'extrémisme, en partenariat avec

¹²⁵ Voir <https://www.appeldechirstchurch.com/>

¹²⁶ Forum mondial de l'Internet contre le terrorisme (23 septembre 2019), « Next Steps for GIFCT », <https://gifct.org/press/next-steps-gifct/>

d'autres institutions gouvernementales (généralement le ministère du Numérique, de la Culture, des Médias et des Sports) et le Parlement¹²⁷.

À l'instar du Japon (voir plus haut), le Royaume-Uni a opté pour une approche de la LEV à deux volets. Le premier volet est axé sur les services conventionnels de répression, de sécurité et de renseignement, appuyés par des lois antiterroristes jouissant d'un soutien public important. Au printemps 2020, le gouvernement britannique a introduit de nouvelles propositions de lois antiterroristes ciblant les individus soupçonnés d'activités terroristes. En vertu de cette nouvelle législation, les suspects « qui n'ont pas été condamnés pour une infraction quelconque pourraient faire l'objet de mesures de surveillance élargies et renforcées »¹²⁸, dont la durée ne serait plus limitée à deux ans. Par ailleurs, il sera désormais plus facile, grâce à une proposition d'allègement de la charge de la preuve, d'imposer des mesures de prévention du terrorisme et d'enquête, telles que la relocalisation forcée, la surveillance et les bracelets électroniques, l'interdiction de fréquenter certains lieux et la limitation des déplacements, des réunions, de l'accès aux services financiers et de l'usage des moyens de communication¹²⁹.

La régulation des plateformes technologiques et de médias sociaux forme le deuxième volet de la stratégie du Royaume-Uni. En avril 2019, le gouvernement a publié un Livre blanc sur les dangers en ligne (Online Harms White Paper), qui présente un argumentaire solide en faveur d'une meilleure régulation nationale des médias sociaux¹³⁰. En vertu de ce nouveau cadre, les sociétés technologiques et de médias sociaux auront un nouveau devoir légal de diligence à l'égard de leurs utilisateurs, supervisé par Ofcom, l'organisme britannique de régulation des communications. Ofcom soumettra les plateformes à des sanctions financières et techniques – les sites pourraient être bloqués par les fournisseurs d'accès à Internet et devoir payer une amende s'élevant à 4 % maximum de leur chiffre d'affaires mondial – pour non-respect du cadre et violation du devoir légal de diligence¹³¹. Au moment de la rédaction de ce rapport, le projet de loi sur les dangers en ligne, la concrétisation législative du Livre blanc, a été retardé de plusieurs années¹³².

Les attentats du Fishmongers' Hall, à Londres, en novembre 2019, et de Streatham High Road en février 2020¹³³ ont renforcé le soutien du public à l'adoption de mesures antiterroristes plus strictes telles que celles décrites ci-dessus¹³⁴. Dans ce contexte, il est possible que la modération de l'intolérance et de l'extrémisme violent relève de

127 Gov.uk, UK Council for Internet Safety. <https://www.gov.uk/government/organisations/uk-council-for-internet-safety>; Gov.uk, Commission for Countering Extremism. <https://www.gov.uk/government/organisations/commission-for-countering-extremism>; Gov.uk, National Counter Terrorism Security Office. <https://www.gov.uk/government/organisations/national-counter-terrorism-security-office>.

128 « United Kingdom: Extremism & Counter Extremism », Counter-Extremism Project. <https://www.counterextremism.com/countries/unitedkingdom>.

129 Grierson, J. (20 mai 2020), « Unconvicted terrorism suspects face indefinite controls under UK bill », *The Guardian*. <https://www.theguardian.com/politics/2020/may/20/unconvicted-terrorism-suspects-face-indefinite-controls-under-uk-bill>.

130 Gouvernement britannique (avril 2019), « Online Harms White Paper », https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/793360/Online_Harms_White_Paper.pdf.

131 Crawford, A. (29 juin 2020), « Online Harms bill: Warning over 'unacceptable' delay », *BBC*. <https://www.bbc.co.uk/news/technology-53222665>.

132 *Ibid.*

133 Ministère de la Justice du Royaume-Uni (20 mai 2020), « Press release: 14-year minimum jail terms for most dangerous terror offenders », <https://www.gov.uk/government/news/14-year-minimum-jail-terms-for-most-dangerous-terror-offenders>.

134 Dans un rapport de septembre 2017 comprenant un sondage sur les attitudes vis-à-vis des contenus à caractère extrémiste en ligne, près des trois quarts des personnes interrogées ont indiqué être prêtes à appuyer une nouvelle législation érigeant en infraction la possession et la consommation de contenus à caractère extrémiste en ligne. Voir: Frampton, M. (2017), « The New Netwar: Countering Extremism Online », *Policy Exchange*. <https://policyexchange.org.uk/wp-content/uploads/2017/09/The-New-Netwar-1.pdf>.

moins en moins des efforts réglementaires au profit d'une approche répressive. En vertu de la proposition de loi, il suffira d'avoir des « motifs raisonnables » pour soumettre les citoyens à des mesures de prévention du terrorisme et d'enquête¹³⁵. En vertu de cette loi permissive, un nombre plus important de citoyens britanniques pourraient être exposés au risque d'être soumis à des mesures de lutte antiterroriste pour avoir accédé à des contenus extrémistes et les avoir diffusés.

Direction exécutive du Comité contre le terrorisme des Nations Unies

En 2018, en réponse à la montée des discours haineux partout dans le monde, le Secrétaire général des Nations Unies a adopté la Stratégie et le Plan d'action des Nations Unies pour la lutte contre les discours de haine. Leur objectif était de lutter contre les discours de haine au travers d'une réponse coordonnée combattant les causes profondes et éléments moteurs des discours de haine et mettant en lumière leur impact sur les victimes et les sociétés¹³⁶. Un plan d'action en 13 points, les « engagements concrets », a ainsi été élaboré, prévoyant des mesures de suivi et d'analyse, le recours aux technologies et à l'éducation, des actions de plaidoyer et l'élaboration de lignes directrices, tout un ensemble de mesures qui forment une stratégie de lutte contre l'intolérance¹³⁷.

Par ailleurs, les Nations Unies ont lancé, partout dans le monde, des plans d'action visant à lutter contre l'extrémisme violent fondés sur la société civile. L'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies a quant à elle lancé l'initiative #SpreadNoHate invitant les « médias du monde entier à échanger sur les discours de haine et à partager les meilleures pratiques pour promouvoir la diffusion de contre-discours dans les médias »¹³⁸. Le Programme des Nations Unies pour le développement a lui aussi dévoilé un plan d'action pour lutter contre la radicalisation et l'extrémisme violent, qui prévoit des échanges stratégiques, un appui aux programmes, l'apprentissage des bonnes pratiques et un mécanisme de subventions en faveur de la prévention de l'extrémisme violent¹³⁹.

États-Unis

Avant l'administration Trump, la politique nationale des États-Unis en matière de LEV était inégale, irrégulière et axée sur la protection des intérêts des plateformes de médias sociaux, mais généralement de bonne foi. Le ministère de l'Intérieur (Department of Homeland Security), le ministère de la Justice, le Federal Bureau of Investigation (FBI), le Centre national antiterrorisme, le Conseil de sécurité nationale et le Congrès, entre autres, sont les principaux organismes

135 Amnesty International UK (juin 2020), « Counter-Terrorism and Sentencing Bill 2019-21: Submission to the Public Bill Committee », <https://publications.parliament.uk/pa/cm5801/cmpublic/CounterTerrorism/memo/CTSB07.pdf>.

136 [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2020/655135/IPOL_STU\(2020\)655135_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2020/655135/IPOL_STU(2020)655135_EN.pdf), p. 28.

137 [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2020/655135/IPOL_STU\(2020\)655135_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2020/655135/IPOL_STU(2020)655135_EN.pdf), p. 28 ; voir https://www.un.org/en/genocideprevention/documents/UN%20Strategy%20and%20PoA%20on%20Hate%20Speech_Guidance%20on%20Addressing%20in%20field.pdf.

138 [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2020/655135/IPOL_STU\(2020\)655135_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2020/655135/IPOL_STU(2020)655135_EN.pdf), p. 29.

139 <https://www.undp.org/content/dam/norway/undp-ogc/documents/Discussion%20Paper%20-%20Preventing%20Violent%20Extremism%20by%20Promoting%20Inclusive%20Development.pdf>, p. 37.

responsables de la stratégie¹⁴⁰. Celle-ci prévoit plusieurs activités, y compris les « contre-discours, notes de sensibilisation, partenariats et législations »¹⁴¹. Les États-Unis ont coparrainé plusieurs initiatives transnationales, telles que Tech Against Terrorism et le Forum mondial de lutte contre le terrorisme, mais l'engagement a été limité au nom du droit à la liberté d'expression.

Compte tenu de l'ampleur de la tâche, les activités étaient souvent mal coordonnées et inefficaces. En 2011, l'administration Obama a mis sur pied un groupe de travail chargé de la lutte contre l'extrémisme violent (Countering Violent Extremism Task Force), dans le but d'« unifier les efforts de LEV sur le territoire »¹⁴². Ce groupe de travail a pour objet de rassembler des professionnels des organismes susmentionnés pour coordonner la collaboration avec la société civile, élaborer des modèles d'intervention, investir dans la recherche et cultiver des stratégies numériques et de communication¹⁴³.

Toutefois, l'administration Trump a porté atteinte aux efforts des États-Unis en matière de LEV et nuï à la réputation du pays, à la fois sur le sol national et à l'étranger. Début 2017, Trump a réfléchi à une restructuration du groupe de travail afin de supprimer de son champ d'application les actes de terrorisme perpétrés par les suprémacistes blancs, renommant le programme « Lutte contre l'extrémisme radical islamique » (Countering Radical Islamic Extremism)¹⁴⁴. Le financement des activités impliquant les communautés et la société civile, telles que Life After Hate, une initiative aidant les individus souhaitant quitter les groupes suprémacistes blancs et néonazis¹⁴⁵, a été suspendu. Au printemps 2017, l'administration Trump a supprimé tous les financements des programmes de LEV¹⁴⁶. Dès la fin du mois d'octobre 2018, le groupe de travail avait été entièrement démantelé¹⁴⁷. Ces actions illustrent le manque de volonté de l'administration Trump de lutter contre l'extrémisme violent en ligne et son appui implicite aux actions des terroristes racistes et partisans du suprémacisme blanc.

La nouvelle administration Biden doit impérativement mettre sur pied une stratégie solide de lutte contre les contenus dangereux en ligne. Comme nous l'avons vu avec l'insurrection du 6 janvier 2021 au Capitole, s'il est permis aux contenus à caractère extrémiste violent de se propager relativement librement sur la toile, ils continueront d'avoir des conséquences terrifiantes et tragiques.

140 Alexander, A. (2019), « A Plan for Preventing and Countering Terrorist and Violent Extremist Exploitation of Information and Communications Technology in America », *George Washington University Program on Extremism*: p. 5. <https://extremism.gwu.edu/sites/g/files/zaxdzs2191/t/A%20Plan%20for%20Preventing%20and%20Countering%20Terrorist%20and%20Violent%20Extremist.pdf>.

141 *Ibid.*

142 Ministère américain de l'Intérieur, « Countering Violent Extremism Task Force ». <https://www.dhs.gov/cve/task-force>.

143 *Ibid.*

144 Ainsley, J. *et al.* (3 février 2017), « Exclusive: Trump to focus counter-extremism program solely on Islam – sources », *Reuters*. https://www.reuters.com/article/idUSKBN15G5VO?feedType=RSS&feedName=topNews&utm_source=twitter&utm_medium=Social.

145 Life After Hate, « About Us ». <https://www.lifeafterhate.org/about-us-page>.

146 Ainsley, J. (23 mai 2017), « White House budget slashes 'countering violent extremism' grants », *Reuters*. <https://www.reuters.com/article/us-usa-budget-extremism-idUSKBN18J2HJ>.

147 Beinart, P. (29 octobre 2018), « Trump Shut Programs to Counter Violent Extremism », *The Atlantic*. <https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2018/10/trump-shut-countering-violent-extremism-program/574237/>.

Aggravation des fractures : enquête sur l'extrémisme violent et les problèmes sociaux sous-jacents

Dans le rapport ci-dessus, Jordan Newton, Yasmira Moner, Kyaw Nyi Nyi et Hari Prasad (ci-après Newton *et al.*) montrent de quelle façon l'extrémisme violent en ligne épouse les contours des « profondes divisions ethniques, religieuses et de classe ». Si l'on prend l'exemple de l'Inde, les discours hindutva (nationalistes hindous) intégrés à l'État et imposés par des organisations paramilitaires violentes ont causé d'indicibles souffrances et la mort parmi la population indienne non hindoue, en particulier musulmane¹⁴⁸. La diabolisation, la déshumanisation et la marginalisation entérinées par l'État et ciblant les populations minoritaires constituent vraisemblablement le plus grand déterminant de l'extrémisme violent en ligne – et des préjudices causés dans la vie réelle.

Dans cette section, nous répondons à l'invitation de Newton *et al.* à considérer l'extrémisme violent en ligne « comme une extension de l'expérience humaine » plutôt que comme un problème technique à résoudre. Nous prenons l'exemple de Brenton Tarrant, l'auteur de la fusillade de la mosquée de Christchurch en mars 2019, pour étudier certaines des divisions raciales et sociales sous-jacentes qui caractérisent l'Australie, où il est né, et leur rôle dans la commission de cet attentat.

L'expansion impériale européenne en Asie, en Afrique et au Moyen-Orient, qui a débuté à la fin du XV^e et au début du XVI^e siècles, a contraint de nombreuses populations à entrer en contact avec les colons et les voyageurs européens. Après l'arrivée des Hollandais en Australie en 1605, le lieutenant britannique James Cook est chargé par la monarchie de chercher « un continent ou une vaste terre » dans le sud-ouest du Pacifique et de « prendre possession des lieux appropriés avec le consentement des autochtones, au nom du Roi ». En 1770, Cook revendique une île située dans les Îles du détroit de Torres, au nord de l'Australie, et la renomme Possession Island¹⁴⁹.

À cette période, l'idée de hiérarchie des races a déjà fait son chemin dans l'intelligentsia et le discours européens. Une *scala naturae*, ou « grande chaîne de la vie », qui classe les humains, les animaux, les plantes et les minéraux selon une chaîne hiérarchique menant à Dieu et aux être angéliques, forme la base de la taxonomie moderne. L'ouvrage *Systema Naturæ* de Carl Linnaeus, publié en 1737, divise l'espèce humaine en quatre sous-catégories fondées sur le continent et la couleur de peau, plaçant les Européens blancs en haut de la hiérarchie raciale¹⁵⁰.

Ces notions de droit de propriété et de suprématie raciale ont façonné la rencontre entre le colon britannique et l'Australie en 1788. Lorsqu'une colonie pénitentiaire britannique est établie à Botany Bay, en Nouvelle-Galles du Sud, l'Australie continentale est déclarée

148 Chandra, K. (13 juin 2019), « How Hindu Nationalism Went Mainstream », *Foreign Policy*.

<https://foreignpolicy.com/2019/06/13/how-hindu-nationalism-went-mainstream/>.

149 Broome, J. (2010), *Aboriginal Australians: A History Since 1788* (Allen & Unwin): p. 15–18.

150 Müller-Wille S. (2014), « Linnaeus and the Four Corners of the World », in Coles, K. A., Bauer, R., Nunes, Z. et Peterson C. L. (dir.), *The Cultural Politics of Blood, 1500–1900* (Londres : Palgrave Macmillan). Voir également : Hudson, N. (1996), « From 'Nation' to 'Race': The Origin of Racial Classification in Eighteenth-Century Thought », *Eighteenth-Century Studies*, vol. 29, n° 3 : p. 247–64.

terra nullius (territoire sans maître) et revendiquée par la Couronne britannique¹⁵¹. Les colons déciment la population autochtone, violent et massacrent les femmes, les enfants et les personnes âgées, et enlèvent de jeunes enfants pour les forcer à travailler¹⁵². Les maladies introduites par les colons, comme la variole, la grippe, la tuberculose et des maladies vénériennes tuent également des milliers d'autochtones¹⁵³. Les massacres entre colons et peuples autochtones se poursuivent jusqu'au début du XX^e siècle¹⁵⁴.

Lorsque de l'or est découvert en Australie, la population totale est multipliée par trois en raison de mouvements migratoires en provenance de la Chine, de l'Europe et des États-Unis. L'immigration en provenance de la Chine, qui fait suite à des liens noués antérieurement par la colonie australienne avec les ports commerciaux de Macao et de Canton, fleurit dans les années 1850 avec l'arrivée de milliers de personnes pour travailler dans les mines d'or de Victoria. Les colons australiens « se tournent vers l'État pour exclure légalement les races inférieures »¹⁵⁵, en particulier les immigrants chinois, sur lesquels les Britanniques « projettent une série d'angoisses d'ordre racial, économique, culturel et stratégique »¹⁵⁶. Le législateur de l'État de Victoria impose une taxe d'entrée aux Chinois entrant sur le territoire australien et des limites strictes sur le nombre d'immigrants chinois pouvant être transportés légalement par bateau. Des dispositions similaires sont mises à exécution dans d'autres États du pays dans les années 1850 et 1860, aboutissant à ce qui est devenu, à partir des années 1880, la politique de l'Australie blanche.

Le nouveau gouvernement adopte immédiatement la loi de restriction de l'immigration après la création d'une Australie fédérale indépendante en 1901. Si cette loi ne peut explicitement mentionner les immigrants chinois, indiens et japonais, elle le fait *de facto* en mettant en place un test de dictée obligatoire. Lorsqu'un·e migrant·e échoue au test consistant à transcrire un passage en anglais, il ou elle se voit refuser l'entrée dans le pays¹⁵⁷. La politique de l'Australie blanche est parvenue à ses fins : « dès 1947, le recensement portait à 0,25 % de la population totale la population non européenne autre qu'aborigène. L'Australie était devenue l'un des pays les plus « blancs » du monde en dehors de l'Europe du Nord-Ouest »¹⁵⁸.

En 1958, le gouvernement australien remplace la loi de 1901 par la loi de 1958 sur les migrations, qui abolit le test de dictée, mais poursuit implicitement la politique de l'Australie blanche. Les agents d'immigration jugent alors « le degré de sang [« de couleur »] dans les veines des candidats à l'installation sur le territoire », faisant ainsi preuve d'une obsession permanente pour la pureté de la race et contrôlant de façon stricte qui a le droit d'entrer sur le territoire australien¹⁵⁹.

151 Cette situation se distingue des colonies britanniques en Amérique du Nord, en Afrique australe, en Inde et en Nouvelle-Zélande, où les Britanniques ont signé des traités et des accords avec les populations locales. Broome: p. 19.

152 Jalata, A. (août 2013), « The Impacts of English Colonial Terrorism and Genocide on Indigenous/Black Australians », *SAGE Open*: p. 8. <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/2158244013499143>.

153 *Ibid.*, p. 2.

154 Voir « Colonial Frontier Massacres in Australia, 1788–1930 », Université de Newcastle. <https://c21ch.newcastle.edu.au/colonialmassacres/>.

155 Jupp, J. (2010) *From White Australia to Woomera: The Story of Australian Immigration*, 2^e édition (Cambridge: Cambridge University Press): p. 9.

156 <https://docs.lib.purdue.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1004&context=histpubs>.

157 *Ibid.*, p. 7–8.

158 Jupp, p. 10.

159 *Ibid.*

La loi de 1958 sur les migrations a laissé des marques profondes sur la politique d'immigration australienne et sa politique raciale. Elle a été officiellement mise à jour en 1989 avec l'introduction d'un système d'immigration à points. Les systèmes à points notent les candidats en fonction de différents critères comme l'âge, la carrière professionnelle, les diplômes, la langue et l'expérience professionnelle préalable dans le pays de la demande. La justification explicite des systèmes d'immigration concurrentiels est économique : les pouvoirs publics peuvent ajuster les critères de sélection en fonction de la demande de compétences manquantes au sein de la population actuelle et s'efforcer d'atteindre un « excédent d'immigration », par lequel les recettes fiscales supplémentaires provenant des immigrants dépassent la « charge fiscale nette imposée aux contribuables »¹⁶⁰. L'Australie effectue également un « test de personnalité », qui exclut toute personne avec un casier judiciaire ou pouvant « semer la discorde au sein de la communauté australienne »¹⁶¹.

Le système à points australien, lui-même issu de la politique d'exclusion racialisée de l'Australie blanche, fait office de « légitimation de la distinction (...) entre les 'bons' immigrants, qualifiés, qui méritent d'être accueillis parce qu'ils ont acquis une formation pour s'aider eux-mêmes, et les 'mauvais' immigrants, ou immigrants 'indignes', non qualifiés, qui représentent un poids pour la société et un coût pour l'économie »¹⁶². L'éducation est alors utilisée comme un « outil d'exclusion et de division »¹⁶³, ainsi que comme un outil de discrimination raciale et de genre. Ceci s'explique par le fait que les systèmes d'immigration fondés sur l'éducation et les compétences font preuve de discrimination à l'égard des candidats issus des pays plus pauvres dotés de systèmes éducatifs sous-développés, ainsi que des personnes issues d'un milieu socioéconomique particulier, des minorités raciales et ethniques ou des genres ne bénéficiant pas de l'égalité d'accès à l'éducation et à l'emploi qualifié¹⁶⁴. Plus important encore, ces contrôles à l'immigration créent « un profil national implicite, une préférence culturelle pour le clone ou l'identique, et l'élévation de celles et ceux qui correspondent à un profil uniforme, au détriment des autres »¹⁶⁵. Si le système à points australien est annoncé comme une transition s'éloignant des politiques d'immigration racistes du passé, il continue de défendre des notions sous-jacentes de suprématie raciale et d'exclusion, perpétuant ainsi *de facto* le racisme à l'époque moderne.

De plus, l'Australie gère l'un des systèmes d'immigration basés sur la détention les plus répressifs du monde. En 1992, le pays a adopté une politique de détention obligatoire, en vertu de laquelle toute personne n'ayant pas la citoyenneté australienne et n'ayant pas de visa en cours de validité doit être détenue jusqu'à obtention d'un visa ou expulsion. Cette même loi a supprimé le plafond de 273 jours de détention ; toute personne peut désormais, en vertu de la loi australienne, être détenue de façon indéterminée dans un

160 Murray, A. (1^{er} janvier 2011), « Britain's points based migration system », Centre Forum : p. 15. <https://www.yumpu.com/en/document/read/30522810/britains-points-based-migration-system-centreforum>.

161 <https://www.bbc.co.uk/news/uk-politics-29594642>.

162 <https://doi.org/10.1111/j.1467-8330.2010.00864.x>, p. 1333. Pour un débat sur la néolibéralisation de la race, voir : Goldberg, D. T. (2011) *The Threat of Race: Reflections on Racial Neoliberalism*, chapitre 8.

163 Tannock, p. 1332.

164 Tannock, p. 1336.

165 Goldberg, p. 181.

centre de détention. Bon nombre de ces centres sont situés au large, sur les îles Naura, Manus et Christmas, dans le cadre d'une politique connue, jusqu'en mars 2019, sous le nom de « solution du Pacifique » de l'Australie¹⁶⁶.

Certains groupes de la société civile ont lancé des procédures judiciaires contre la politique de détention obligatoire à durée indéterminée au nom des droits humains, mais la Haute Cour d'Australie a jugé cette loi constitutionnelle en 2004¹⁶⁷. Les centres de détention australiens ont été comparés à des camps de concentration¹⁶⁸. L'impact humain de la politique australienne de détention des immigrants est dévastateur : Ghader, un Iranien qui a manifesté contre l'oppression étatique et fui une mort certaine a été détenu sur l'île Christmas pendant deux ans. Après avoir reçu un visa provisoire, il s'est marié et a eu un enfant. Les agents d'immigration ont annulé son visa avant la naissance de son enfant, et Ghader a reçu l'ordre de retourner en Iran ou en détention pour une durée indéterminée en Australie. Au moment de la rédaction de ce rapport, Ghader aura été détenu sur l'île Christmas, sans avoir le droit de voir sa famille, pendant plus de dix ans¹⁶⁹.

Le colonialisme de peuplement et le contrôle de l'immigration qui marquent l'histoire de l'Australie ont pour effet cumulatif de perpétuer implicitement l'idée d'une « Australie blanche » naturelle. Les émeutes de Cronulla de 2005 en sont une manifestation explicite : de jeunes blancs armés de machettes, de bombes artisanales, de couteaux et d'armes à feu ont attaqué des Australiens d'origine moyen-orientale¹⁷⁰. L'un des agitateurs a déclaré « Vous êtes arrivés traînant des fers, nous sommes arrivés par les airs »¹⁷¹, reflétant de façon involontairement ironique¹⁷² les idées suprémacistes sous-tendant la politique d'immigration australienne.

Plus insidieusement, les aborigènes australiens souffrent des effets de dizaines d'années de racisme institutionnel et de traumatisme générationnel¹⁷³. Les taux d'espérance de vie, de mortalité infantile, d'éducation préscolaire, d'alphabétisation et de numératie, de fréquentation scolaire, d'incarcération, d'accès au logement et à un emploi prouvent tous la situation défavorable des aborigènes australiens dans la société contemporaine¹⁷⁴. Les traumatismes générationnels et la désautonomisation cumulative ont également conduit à une prévalence élevée des troubles mentaux, en

166 https://www.aph.gov.au/About_Parliament/Parliamentary_Departments/Parliamentary_Library/pubs/BN/2012-2013/PacificSolution#_Toc334509636.

167 <https://www.refugeecouncil.org.au/detention-policies/2/>.

168 <https://www.smh.com.au/opinion/our-detention-centres-are-intentionally-cruel-and-must-be-closed-20160504-golr04.html>.

169 <https://www.aljazeera.com/news/2020/1/8/refugee-diaries-10-years-in-immigration-detention-in-australia>.

170 Goldberg, p. 184–5.

171 <https://www.google.com/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&ved=2ahUKEwjTzayX-8ruAhU9ShUIHbUtDm0QQFjABegQIAxAC&url=https%3A%2F%2Fwww.abc.net.au%2Fnews%2F2015-12-11%2Ftaha-how-the-riots-shaped-who-i-am-today%2F7019998&usq=AOvVaw1cHs3FyWN8JunBQLIT-0yf>.

172 Les premiers colons à arriver en Australie étaient des prisonniers britanniques.

173 L'exemple le plus odieux de racisme institutionnel et de traumatisme générationnel est probablement le génocide culturel des populations autochtones en Australie dans le cadre des « générations volées ». La législation étatique a autorisé, à partir de 1869, l'enlèvement de force des enfants métis – issus de parents blancs et aborigènes australiens – et leur placement dans des missions, orphelinats ou institutions gouvernementales décrits comme des « camps de concentration ». Les enfants placés étaient souvent soumis à des maltraitances et abus sexuels. <https://humanrights.gov.au/our-work/bringing-them-home-report-1997>.

174 Voir les données de référence à l'adresse <https://www.closingthegap.gov.au/data>.

particulier l'alcoolisme et la toxicomanie¹⁷⁵, une situation également observée chez les populations autochtones du Canada, de Nouvelle-Zélande et d'ailleurs¹⁷⁶.

Le racisme contemporain caractérisant la société australienne, nourri par la thèse historique de la suprématie blanche, jouit d'un certain soutien institutionnel. En août 2018, le sénateur Fraser Anning a prononcé un discours au Parlement, défendant le retour de la politique de l'Australie blanche comme la « solution finale » au « problème de l'immigration ». Il a tenu les propos suivants :

« Le taux de criminalité des musulmans qui sont déjà arrivés dans ce pays, leur niveau de dépendance à l'égard des aides sociales et le nombre d'actes de terrorisme qu'ils ont commis sont les plus élevés parmi tous les migrants, et dépassent largement ceux de tous les autres groupes d'immigrants. En Australie, la majorité des musulmans en âge de travailler ne travaillent pas et dépendent des aides sociales. Les musulmans des États de Nouvelle-Galles du Sud et de Victoria sont trois fois plus susceptibles que les autres groupes d'être condamnés pour des infractions. Des gangs de musulmans africains noirs terrorisent Melbourne, des musulmans sympathisants de l'EI tentent de se rendre à l'étranger pour lutter pour la cause de l'EI et, si tous les musulmans ne sont pas des terroristes, tous les terroristes d'aujourd'hui sont très certainement musulmans. Alors pourquoi voudrait-on en faire venir plus ? »

Anning n'a pas été démis du Parlement pour ses remarques. En août 2018, l'un des commentateurs les plus célèbres d'Australie, Andrew Bolt, a publié, dans l'un des principaux journaux du pays, un article d'opinion d'une page intitulé « The foreign invasion » (« L'invasion étrangère »), alertant contre un « raz de marée d'immigrants emportant notre identité nationale sur son passage », illustrant le niveau de validation tacite des notions racistes et anti-immigration par la société australienne¹⁷⁷.

Dans un tel contexte politique, les liens entre les divisions raciales sous-jacentes et historiques marquant l'Australie et l'attentat violent mené par Brenton Tarrant deviennent évidents¹⁷⁸. Les événements du 15 mars 2019 à Christchurch constituent le pire massacre de l'histoire moderne de la Nouvelle-Zélande. Tarrant, un homme blanc, a ouvert le feu sur deux mosquées, faisant 51 victimes mortelles et 50 blessés. Il a publié un manifeste raciste délétère sur 8chan et diffusé son massacre en direct sur Facebook. Le manifeste et la vidéo renvoient largement à des mèmes et à des plaisanteries réservées à une sous-culture numérique, destinées à égarer le grand public et à impressionner les autres utilisateurs de 8chan¹⁷⁹.

Avant la fusillade, Tarrant a publié un manifeste sur Twitter et 8chan, intitulé « The Great Replacement » (« Le grand remplacement »), en référence à la théorie du complot du grand remplacement. Selon

175 <https://ojs.stanford.edu/ojs/index.php/surj/article/view/1346>.

176 https://www.who.int/substance_abuse/activities/indigenous/en/.

177 <https://www.theguardian.com/media/2018/aug/02/andrew-bolts-tidal-wave-of-immigrants-article-prompts-press-council-complaint>.

178 Dans son manifeste, Anders Breivik, l'auteur des attentats de juillet 2011 en Norvège, a également exprimé son approbation envers les principaux politiciens conservateurs australiens.

179 <https://www.bellingcat.com/news/rest-of-world/2019/03/15/shitposting-inspirational-terrorism-and-the-christchurch-mosque-massacre/>.

cette théorie, les populations européennes seraient amenées à être remplacées en raison à la fois des mouvements migratoires de populations non européennes (non blanches) et de la baisse des taux de natalité européens (des blancs). Selon Tarrant, cela représente « une attaque contre les populations européennes qui, si elle n'est pas contrée, aboutira au remplacement racial et culturel complet du peuple européen », ce qui revient selon lui à un « génocide blanc »¹⁸⁰. Le manifeste de Tarrant, qui « fait à peine référence à l'Australie et se concentre davantage sur l'Europe » fait écho aux commentaires d'Anning, qui faisait la distinction entre les migrations « européennes » et « non européennes »¹⁸¹, eux-mêmes symptomatiques d'un élan plus large au sein de la vie politique australienne cherchant à être considérée comme faisant partie de l'anglosphère¹⁸².

L'attentat de Tarrant peut être considéré comme s'inscrivant dans la continuité des préoccupations de la société australienne, présentes depuis la première rencontre coloniale avec les peuples aborigènes, portant sur la pureté de la race et la détérioration des lignées blanches. Ces idées suprémacistes blanches ont été remises au goût du jour et font partie du discours dominant accepté. L'idée que « l'Europe est submergée de migrants du tiers monde, et en particulier de musulmans » est un discours dominant en Occident¹⁸³. Ce récit « guerrier » « donne les moyens intellectuels aux personnes catastrophistes de considérer leur état d'urgence proclamé comme un passe-droit pour la prise de mesures désespérées » ; en d'autres termes, le discours dominant sur la race et l'immigration en Australie donne aux individus une raison de prendre les armes¹⁸⁴.

Selon Newton *et al.*, « aucune intervention technique ne peut résoudre le problème sous-jacent de la mise à l'écart et de la diabolisation des groupes marginalisés », et « il serait plus prudent de considérer les activités malveillantes en ligne comme une extension de l'expérience humaine plutôt que comme un problème en tant que tel ». En replaçant l'expérience humaine dans un vaste contexte historique, nous pouvons repenser la modération des contenus en ligne de façon plus innovante.

Comme le suggèrent Newton *et al.*, nous pouvons peut-être commencer par concevoir l'extrémisme violent en ligne comme un symptôme – plutôt que comme un problème en soi – de problèmes historiques et sous-jacents. Nous aurons alors la possibilité de repenser radicalement notre approche de la politique de LEV. Par exemple, replacer la LEV dans le cadre de programmes visant à corriger les abus historiques pourrait aider à la transformer, en la faisant passer du statut d'exercice technique à celui de programme éducatif pertinent portant sur les fondements historiques des divisions sociales sous-jacentes. Ce faisant, il est possible d'intervenir sur les discours dominants néfastes qui se concrétisent par des actes préjudiciables dans le monde réel, ainsi que de replacer au cœur du débat les expériences historiques

180 <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/14623528.2019.1599493?scroll=top&needAccess=true>.

181 <https://www.theguardian.com/australia-news/2018/oct/25/australian-senator-who-called-for-final-solution-to-immigration-expelled-from-party>.

182 <https://theconversation.com/friday-essay-australias-dangerous-obsession-with-the-anglosphere-97443>.

183 <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/14623528.2019.1599493?scroll=top&needAccess=true>.

184 *Ibid.*

et contemporaines des victimes et survivant·es de l'extrémisme violent. Plutôt que de continuer à mettre encore et toujours le même accent sur les auteurs de ces attentats, les politiques de LEV ont le potentiel de se faire l'écho des voix alternatives dans le but de résoudre les problèmes sociaux profondément enracinés.



COORDONNÉES

Pour toute question, demande d'information et demande de copies supplémentaires du présent rapport, contacter :

ICSR
King's College London
Strand
Londres WC2R 2LS
Royaume-Uni

T. **+44 20 7848 2098**
E. **mail@gnet-research.org**

Twitter : **[@GNET_research](https://twitter.com/GNET_research)**

Ce rapport peut, comme toutes les autres publications du GNET, être téléchargé gratuitement à partir du site Internet du GNET : www.gnet-research.org.

© GNET